Vendredi

5 avril 1996 n° 279 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

CONVENTION NATIONALE

Mondialisation, Europe, France

La Convention des militants. p 2

Débats. p 4

Rapport de la Commission des résolutions et résultats des votes : Pierre Moscovici. p 8

Explication de vote de la Gauche socialiste : Laurence Rossignol. p 9

Conclusion des travaux : Lionel Jospin. p 10

Texte adopté par la Convention. p 13



ISSN 0995-0583

Le texte adopté par les socialistes

L'Haÿ-les-Roses, 30-31 mars 1996

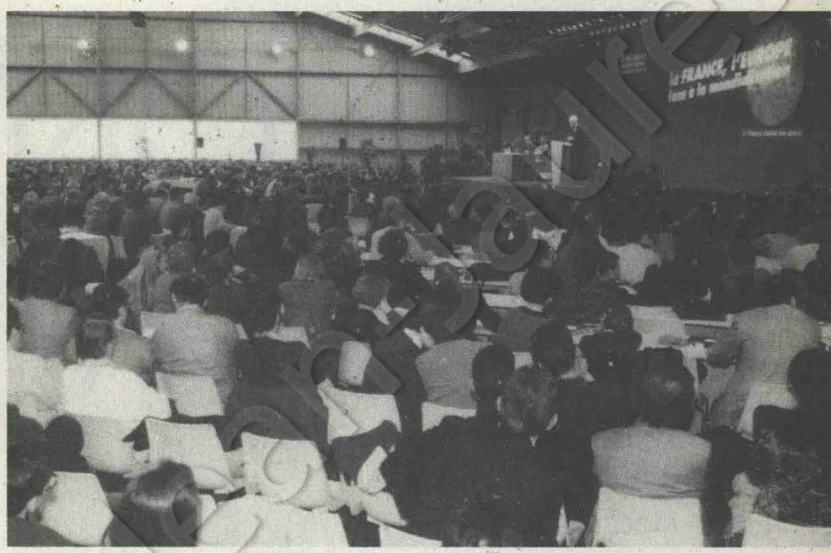
REPORTAGE

La convention des

Certains sont arrivés avec des opinions déjà bien tranchées, dans un sens ou dans l'autre. D'autres, en revanche, reconnaissent avec smplicité les interrogations qui trottent dans leur tête. Ils sont repartis rassérénés. L'Europe sera, aussi, sociale.







René Rouquet, maire d'Alfortville et Patrick Sève, premier fédéral du Val-de-Marne

Derrière la tribune, un immense panneau bleu affiche en grandes lettres l'objet des débats : «La France, l'Europe face à la mondialisation». A droite, écrit en plus petit sous un beau globe terrestre, «La France choisit son destin». L'ensemble accroche tout de suite les regards des 550 délégués qui pénètrent dans la haute et lumineuse salle des tennis couverts de L'Haÿ-les-Roses où se tient la convention nationale en ce dernier week-end de mars.

Discrètement, le décor de la convention est planté. D'un côté, le rappel à la dure et tenace réalité des risques et des dégâts qu'engendrent un nouvel âge du capitalisme et une certaine Europe libérale d'aujourd'hui. De l'autre, la volonté de ne pas subir cette réalité et de mettre en place une régulation mondiale grâce à des propositions précises qui permettent de maîtriser la marche en avant d'une Europe que tous souhaitent.

«L'Europe, moi, j'y crois» proclame avec passion Laetitia Guillot, de Besançon, qui en est une ardente propagandiste : «Je trouve même que l'on ne va pas assez vite.» «Je suis européenne à fond» reconnaît en souriant Françoise, 40 ans, chômeuse, habitant à Sceaux. «Je suis même allée au colloque qui s'est tenu à la Mutualité le 16 mars dernier, il était passionnant. J'ai regretté qu'il n'y ait pas de représentants étrangers. Aujourd'hui non plus, il n'y en a pas. Si on reste entre nous, c'est sympathique, mais un peu court. On devrait pouvoir entendre d'autres Européens qui nous expliquent leur point de vue.»

Sérieux et camaraderie



«Dans ma section, on a eu un vrai débat. Dans cette convention, je suis frappé, par le mélange de sérieux et de camaraderie avec lesquels les militants cherchent à construire ensemble l'avenir. J'ai aussi l'impression que, pour la première fois, il y a eu une remontée d'idées et de réflexions qui a vraiment été prise en compte.»

Christian Sautter, Paris

DONNER DU SENS À L'EUROPE

Carine Michel, une jeune adhérente de Besançon, elle, se désole que l'Europe ne soit pas vraiment encore entrée dans les faits : « Je suis européenne, mais je ne suis pas une étudiante européenne, je suis une étudiante française. En tant qu'étudiante en histoire, je vois que, même avec les programmes Erasmus et Socrate, les frontières ne sont pas si ouvertes que cela. Je ne peux pas aller étudier en Grèce comme j'aimerais le faire, ce serait une année universitaire de perdue car il n'y a pas d'homogénéité des diplômes. Ce n'est possible qu'en langues ou dans les domaines scientifiques, pas dans les sciences humaines.»

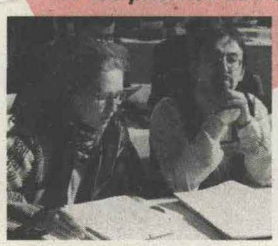
Si tout le monde est d'accord pour bâtir l'Europe, sur quelles propositions le faire ? Après trois mois de débats, 93 % des votes ont approuvé le texte du Conseil national, proposant de redonner du sens à l'Europe, de définir une politique économique et sociale de gauche pour la croissance et l'emploi et de préciser les termes d'un contrat social européen. Mais 40 % ont voté, aussi, pour un amendement hostile au traité de Maastricht et demandant un nouveau traité européen.

Faut-il «dépasser» Maastricht ou «tourner la page» ? Bernard Deliancourt, de l'Haÿ-les-Roses, n'a aucune hésitation : «L'amendement est contraire aux positions de Liévin. En fait, ce n'est pas un amendement, c'est une autre position». Christian Sautter, de Paris, dit la même chose, avec le sourire : «Le talent oratoire de la Gauche socialiste ne compense pas l'incohérence de son amendement. Mais dans la vie politique, il faut de l'humour et ils en ont beaucoup.»

«Le PS n'a pas encore compris que les tendances à l'œuvre actuellement aboutissent à la

On a oublié l'aide humanitaire

«Pour moi, la mondialisation ce n'est pas seulement l'Europe c'est le monde entier. On a tendance à l'oublier, comme on oublie l'aide humanitaire : dans le texte, il n'y a qu'un tout petit paragraphe dessus, relégué loin derrière les priorités du PS d'aujourd'hui. Or on devrait aider ces pays sous-développés, ne pas les laisser s'enfoncer.»



Carine Michel, 22 ans, Besançon

militants

baisse du niveau de vie des salariés» rétorque Paul Pavageau, de la Loire-Atlantique. «Les derniers votes ont transpercé l'appareil. Ils manifestent le peu de confiance dans la direction nationale. On ne peut pas dire tout et le contraire de tout, défendre par exemple le service public européen alors qu'on dit le contraire dans Maastricht.»

UNE EUROPE PLUS SOCIALE

Quel que soit le texte qu'ils ont voté, ceux-là l'ont fait sans aucune hésitation. Ce n'est pas le cas d'autres : ils ont voté pour un amendement qui ne leur a pas semblé contradictoire avec le texte du Conseil national.

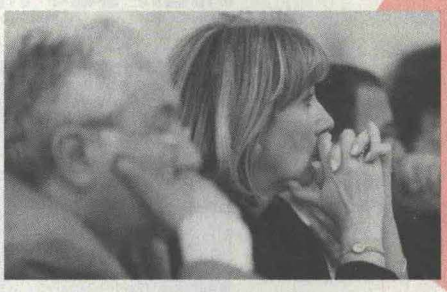
«Par euroscepticisme» comme l'affirme un militant de l'Aude ? Mais tous affichent haut et fort leur foi en l'Europe, même si les 18 millions de chômeurs et les 50 millions d'exclus qu'elle rejette pèsent lourd parfois, tout comme le développement de la précarisation et la déréglementation sociale. «Si on continue à regarder passer le train du libéralisme, on ne pourra plus faire de politique» s'alarme Karine Druet, de Caen.

Christian Martin, de Draguignan, a une autre analyse : «40 % ont voté pour un amendement qui présente une position qui n'est pas celle du PS depuis une dizaine d'années. Ce vote a une signification. Il faut s'attacher à valoriser davantage la dimension sociale du texte.»

Pierre Brunaud, un vieux militant de l'Indre, adhérent depuis Epinay, dit la même chose et veut témoigner de ce qui a poussé ses camarades. «Nous sommes 13 adhérents, sur 600 habitants. Nous avons eu un débat très important. Beaucoup sont revenus sur les manifestations de décembre, tous souhaitent que l'Europe devienne quelque chose de plus consistant, personne n'a contesté la monnaie unique. Mais, sur 13 adhérents, 10 ont voté pour l'amendement. Ils ne sont pas du tout Gauche socialiste, ils ont émis un vote spontané, qui est venu d'eux-même, sans forcing, sans rien. Mais depuis le temps qu'on leur fait des promesses, ils en ont marre.»

Laetitia Guillot, de la même fédération, s'insurge : «Les gens n'ont pas compris. On leur a dit que s'ils voulaient l'Europe sociale, il fallait voter l'amendement. Les militants de base ont trouvé le texte de base confus, pas assez agressif, et l'amendement clair. C'est une question de lisibilité, de simplicité.»

Expliquer, il faut toujours expliquer



«Les débats sont riches, mais confus : il faudrait fixer de grandes orientations. Le texte manque de souffle et je dois reconnaître qu'il y en a plus dans l'amendement même si, sur le fond, je ne peux pas le suivre.

J'attends plus de clarté. Je participe à la lutte contre le sida et je vois bien combien les disparités sont fortes entre les différents États : comment l'Europe peut-elle donner un sens à tout cela ?

Les PS européens doivent réussir à démontrer que l'Europe, c'est l'avenir. Les gens ne le pensent plus, ils sont aujourd'hui contre l'Europe, mais ils peuvent à nouveau rebasculer. Expliquer, il faut toujours expliquer.»

Frédéric Vilcocq, Paris, 26 ans

«Je souhaite une Europe plus sociale» reconnaît Ahmed Tazir, de Besançon. «Une Europe économique, c'est bien, mais ce n'est pas une fin en soi. Si elle est seulement économique, les Français n'y adhéreront pas et on n'ira pas plus loin. Il faudrait qu'elle soit d'abord sociale et culturelle, mais aussi économique.»

UNE DEMANDE DE PRÉCISIONS

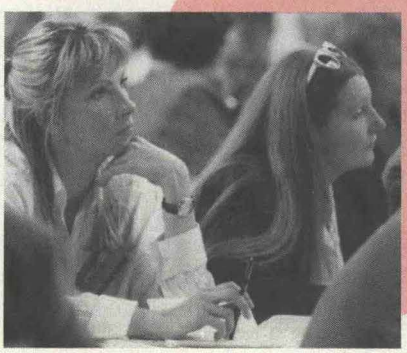
«Qu'est-ce que le social ?» s'interroge Frédéric Vilcocq, de Paris. «Les débats sont riches, mais confus.» Jean-Marc, du Val-de-Marne, après avoir constaté avec amertume «l'échec culturel devant lequel nous sommes : le capitalisme a triomphé culturellement», répond aussitôt : «Notre responsabilité politique consiste à définir un cadre de référence».

Un adhérent de Châteauroux, lui aussi demande qu'on «précise le contenu» de cette Europe sociale, en termes de service public, de diminution du temps de travail avec ou sans diminution de salaire. Un militant des Bouches-du-Rhône veut un salaire minimum européen garanti et souhaite qu'on «reprécise que ce n'est pas un souhait, mais bien une exigence.» Une jeune adhérente demande, elle, un RMI européen. La monnaie unique ? «Elle fait son chemin» constate sobrement un militant de Picardie. Pour Françoise, «elle est le ciment de l'union». De fait, elle n'est remise en cause par personne, même si nombre de militants demandent que la marche vers elle ne se fasse pas au détriment de l'emploi.

Alors, une Europe plus à gauche ? Tous ont écouté avec attention, dimanche matin, Lionel Jospin, et bien des visages se sont éclairés quand il a reconnu : «Je suis sensible à cette préoccupation, d'autant plus que je l'éprouve moi-même.» Dorénavant, les choix ont été faits. Et les militants sont repartis, tout prêts à débattre sur la démocratie et les institutions, puis sur la redistribution des richesses, thèmes des deux prochaines conventions.

Monique Grima

Chaque pas pour l'Europe est une victoire



«L'Europe, moi, j'y crois. Je suis pour et je trouve même que l'on ne va pas assez vite. On nous dit que si l'Europe n'est pas sociale, il ne faut pas la faire. Ce n'est pas possible, il faut faire les deux en même temps, aller le plus loin possible, en sachant qu'il y a des limites. Cela ne veut pas dire que je suis capitaliste. La mondialisation, on ne peut pas aller contre, il faut l'assumer et avancer à petit pas : chacun est une victoire. J'ai beaucoup aimé ce qu'a dit Edith Cresson, elle fait un travail extraordinaire.»

Laetitia Guillot, Indre

Les d



Edith Cresson

«L'Europe s'est faite par les gouvernants, sans se demander ce que pensaient les gouvernés.

Il ne s'agit plus de gérer l'unification européenne, il faut montrer aux citoyens où l'on va et en quoi cela répond à leurs attentes et à leurs préoccupations.

Nous avons souvent tendance à parler de l'Europe et de ses institutions comme si elles nous étaient extérieures, comme si nous n'en étions par partie prenante.

Il est très utile d'inviter les Commissaires socialistes ou socio-démocrates à venir s'exprimer devant nos congrès ou conventions, comme moi-même j'ai été invitée au Congrès du Parti travailliste, pour qu'ils puissent vraiment définir clairement devant vous et avec vous, avec nous, leur stratégie et leur politique.

La finalité de la construction européenne, c'est d'ouvrir la voie à un modèle de société fondé sur une connaissance critique des changements du monde en réaffirmant nos principes : l'égalité des chances, la solidarité, la citoyenneté.

Comme l'a dit François Mitterrand, nous attendons désormais de l'Europe qu'elle nous aide à donner un sens à ce monde. Le texte voté à la quasi-unanimité par les militants du Parti socialiste montre la voie.» ■

Jean-Luc Mélenchon



«Modeste dans sa forme, ambitieux dans ses objectifs, exigeant dans son calendrier, le travail auquel nous invite Lionel Jospin ne fait que commencer.

A quelle rencontre allons-nous ? 1998 : élections générales. Dernier point de passage avant le gouvernement définitif de la Banque centrale indépendante et de la monnaie unique. S'y joue le destin de notre pays et celui des peuples du continent.

En 1998, nous irons peut-être à la responsabilité des affaires de notre pays, il faut s'y préparer par des idées.

L'objectif, c'était l'union politique de l'Europe. C'est vers un nouvel État, une nouvelle République qu'il faut maintenant avancer, sous la forme concrète d'actes politiques que l'on pose quand on dirige un grand pays comme la France qui a la capacité, le droit, le devoir de faire non seulement entendre sa voix mais aussi prévaloir ses moyens.

Notre texte nous donne une grille de lecture globale de notre époque. Nous discernons le capital qui est notre adversaire, avec cette modification que l'émergence d'une nouvelle strate du capital financier transnational qui surplombe et réorganise son environnement productif, institutionnel, aboutit à ce que dorénavant l'intégration économique ne produit plus mécaniquement l'intégration politique. Voilà le point théorique sur lequel nous fondons le reste de notre raisonnement.

Le vote sur cet amendement n'est pas un vote de courant. Il n'y a pas, au Parti socialiste, des adversaires de la construction européenne. Ni d'adversaires de la monnaie unique. Ni des ennemis des adversaires de cette construction supra-nationale qui donne aux peuples le contrôle de leur destin européen ! Cela n'existe pas !

Quand 40 % des nôtres signent cet amendement, cela ne signifie-t-il pas qu'ils en ont assez de vivre

Catherine Trautmann



«La construction européenne va être dans les cinq prochaines années confrontée à une série de négociations qui nécessitent la définition d'objectifs clairs.

L'axe fondamental est bien de réussir socialement l'Europe politique pour diriger l'Europe économique ; mais il faut répondre à l'exigence de garanties exprimées par nos concitoyens :

Avoir un cap : avec ce texte voté, les socialistes ont désormais les moyens de vérifier les points d'accord et de désaccord avec des forces politiques alliées ou adverses.

Enoncer deux principes politiques : localisation de la responsabilité politique et légitimité du contrôle citoyen. Le premier suppose un exécutif identifiable en charge de l'intérêt général communautaire. C'est la question de la place à accorder à la Commission dans le dispositif institutionnel et celle des pouvoirs d'arbitrage de son Président. Pour le second, la possibilité de contrôler l'activité du Conseil méritera un débat car les parlements nationaux sont relativement dépossédés de capacités d'intervention, sur l'activité européenne de leurs gouvernements respectifs.

En raison de cette impunité politique du Conseil, il faut rechercher les voies de contrôle citoyen dans le renforcement de la Commission et du Parlement européen.

Créer un véritable modèle social européen par delà l'addition de l'ensemble des solutions nationales. L'Europe doit cesser d'être une construction exclusivement économique ce qui suppose un véritable combat politique.» ■

Fondation Jean Jaurès

débats

comme une contradiction leurs convictions socialistes et leurs convictions européennes, leur attachement au service public et leur attachement à l'Europe, leur intransigeante volonté de construction laïque de notre société et les risques qu'à tout instant on leur fait voir sur ce sujet, à propos de la construction européenne ?

Ils en ont assez de cette construction institutionnelle de l'Europe dont le plan d'architecture a dû être, par distraction, confié au facteur Cheval. Et qui n'est pas même la République car l'Europe, nous la voulons en Français, et être Français, ce n'est ni une ethnie, ni une religion, ni une conviction. C'est un contrat politique dans la communauté légale à laquelle on appartient et cela signifie la République et donc la République européenne et les moyens qui vont avec.

La vérité c'est que directive après directive, le pari que nous avons entamé avec raison sur le traité de Maastricht a échoué. Cette machine se retourne contre nous et s'apprête à nous broyer ! Voilà les choses qu'il faut dire franchement.

La méthode est alternative. Nous vous proposons de tourner la page de Maastricht et de le dire au peuple français, pour être mandaté sur ce programme à l'occasion des prochaines élections législatives. Car alors on peut s'avancer avec d'autres perspectives, un nouveau Traité qui parte d'abord de l'exigence de démocratie, on ne peut pas discuter sur ce point. Qui parte des exigences sociales, non comme des exigences, mais comme des droits fondamentaux non négociables.

Il n'y a donc aucune magie dans le passage à la monnaie unique. Le levier existe et c'est cette volonté, cet optimisme de l'histoire que nous essayons de défendre devant vous. Ce levier extraordinaire, c'est le mouvement social qui a déjà abattu la muraille dans notre pays en novembre et décembre 1995, et à propos duquel je n'hésite pas, pour notre fierté nationale de socialistes, à vous rappeler ce qu'en a dit un journal italien, nous voyant, nous, les Français, bons derniers en matière de syndicalisme et d'action sociale, tout d'un coup, pouf ! plein les rues. La Republica dit : la France est le Vésuve de l'Europe. Quand la lave sociale veut sortir, Paris est son cratère naturel !

Eh bien pour un socialiste, c'est le meilleur des appuis dont il puisse disposer dans l'histoire !

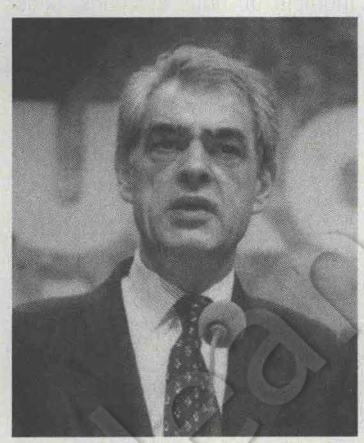
Ce mouvement social dans toute l'Europe parle le même langage et présente le même programme. Il faut donc lui donner un débouché politique.

La France le peut avec un gouvernement de gauche, et encore davantage le Parti socialiste européen pour peu qu'il ait une orientation qui le conduise à proposer un programme commun à l'ensemble des forces de gauche de l'Europe, et qui permette à ce mouvement social de se retrouver avec un objectif qui lui permettra peut-être de progresser plus fort et mieux qu'avant.

Voilà nos responsabilités.

La politique peut, la volonté peut, la France peut, les socialistes peuvent. Il n'est pas vrai que l'histoire soit une roue aveugle qui roule sans qu'on n'y puisse rien d'autre que de compter le nombre de tours qu'elle fait.» ■

Henri Emmanuelli



«Bien que nous nous soyons prononcés pour la monnaie unique, c'est cependant au nom du monétarisme que les coups les plus durs ont été portés contre l'État-providence, contre les salariés.

Si des garanties ne sont pas prises, c'est au nom de la bonne santé de l'euro que l'on demandera demain de nouveaux sacrifices aux salariés, aux exclus... Nous nous devons de réagir et d'agir.

J'ai proposé un amendement sur la mise en œuvre d'un salaire européen minimum garanti car c'est autour des salaires, de la répartition des richesses entre le capital et le travail que se livreront les plus dures batailles. Si l'on avance sur ce terrain, le reste suivra.

Confronté de nouveau à la problématique du souhaitable et du possible, nous devons affirmer le retour du politique en donnant l'avantage au souhaitable si nous ne voulons pas disparaître par inutilité ou ne survivre que par défaut.» ■



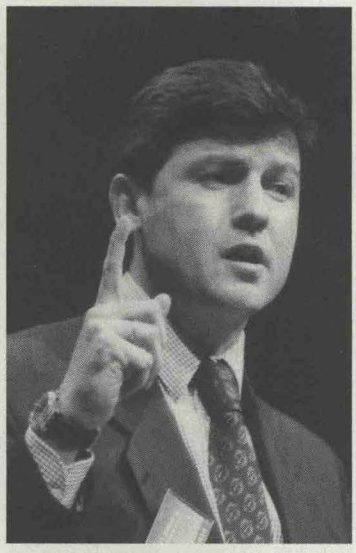
Martine Aubry

«Notre texte est fort parce qu'il ne se contente pas de grands mots sur la priorité à l'emploi, à la lutte contre les exclusions, la nécessité de services publics forts ; il dit comment et pourquoi il faut y aller. Par ailleurs, certains de nos camarades ont soutenu l'idée d'une Europe plus européenne. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'à terme une Europe fédérale pourrait être une bonne chose.

Mais je n'arrive pas à comprendre comment on peut défendre une telle Europe en commençant par lui imposer un arrêt brutal, car dire qu'il faut remettre en cause les critères de la monnaie unique c'est rejoindre les anti-Européens, ceux qui veulent s'arrêter aujourd'hui.

L'Europe ne se construira pas avec des discours forts et lyriques, mais en trouvant les chemins difficiles d'un vrai volontarisme politique. Et alors, mon cher Jean-Luc, tu ne diras pas le monde peut, l'Europe peut, la France peut, mais l'Europe veut, la France veut, l'Europe fait, la France fait... » ■

Les dé



Vincent Peillon

«Le texte présenté par Lionel Jospin proposait de dépasser Maastricht, nous réservant ainsi la possibilité d'un changement d'orientation politique pour répondre aux déficits démocratique et social. Il ne revenait pas dessus. L'amendement de la Gauche socialiste propose de faire un autre Traité, qui annule Maastricht.

Ce sont deux orientations contradictoires.

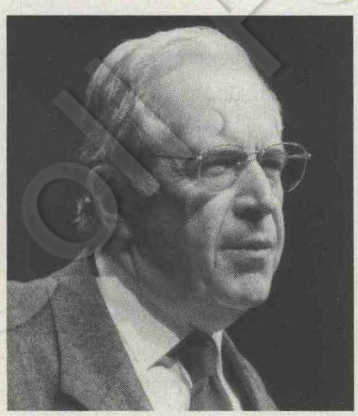
Je comprends que la Gauche socialiste veuille en finir avec le Maastricht qu'elle a construit sur mesures pour les besoins de sa démonstration. Pour elle, l'intégration économique culmine au détriment de l'intégration politique, et c'est cela qu'il faudrait renverser. Or, Maastricht, c'est le moment où nous décidons, sous l'impulsion de François Mitterrand, de construire une intégration politique.

Bref, après un combat de quinze ans pour construire l'Europe, on se retrouverait pour dire : nous avons bradé les acquis nationaux, il faut revenir sur Maastricht ? Ce ne serait ni juste sur le fond ni politiquement habile.

Enfin, ce que vous nous proposez avec ce nouveau Traité qui, du passé faisant table rase, nous projetterait soudain des ténèbres du capitalisme dans la lumière du socialisme, c'est d'abord un renoncement à l'Europe telle qu'elle se construit dans un militantisme quotidien et c'est en même temps la nostalgie du grand soir.

Votre amendement supprime la politique économique au niveau européen, que le texte majoritaire s'efforçait de formuler. Vous proposez donc le social comme un mot vide, et vous ne proposez pas la façon de le réaliser.»■

Louis Mermaz



«Acceptons-nous qu'un jour il y ait un gouvernement fédéral en Europe ? L'État national ne dépérira pas car il est l'expression d'une identité qui vient du fond des temps, mais il ne correspond plus aujourd'hui, dans sa configuration, dans sa dimension, au rapport de forces dans le monde actuel.

Il faut un véritable pouvoir législatif pour le Parlement européen. Il faut jeter dans la bataille tout le poids du mouvement social européen. Il faut des actions concrètes pour faire l'Europe des citoyens, un réseau de relations, des jumelages. Il faut l'adhésion populaire et le PS, au sein du mouvement socialiste européen, est bien placé pour avoir cette action d'entraînement.»■

Pervenche Berès



«Lorsque Jacques Chirac se fait l'avocat de l'Europe sociale, nous devons saluer l'habileté de la manœuvre politique.

Nous sommes favorables à l'introduction du protocole social dans le traité de Rome, à l'existence d'un chapitre emploi. Mais la méthode européenne, c'est la concertation. Manifestement ce n'est pas celle de Jacques Chirac.

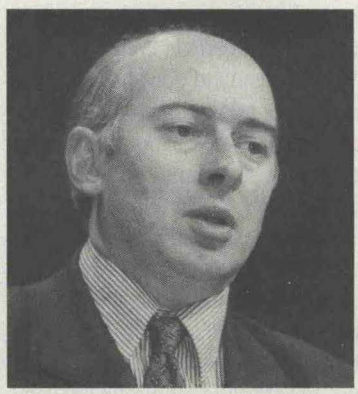
En ne prenant pas clairement parti pour la prise de décision à la majorité, Jacques Chirac se fait l'allié objectif du gouvernement européen le plus hostile à tout progrès en matière d'Europe sociale, celui de John Major.

Vouloir l'Europe sociale, c'est refuser le droit de veto. Vouloir l'Europe sociale, c'est aussi une politique économique, c'est dire qui gouvernera la monnaie unique, c'est faire l'Europe politique.

L'Europe sociale de Jacques Chirac est celle d'une France égocentrique.

Ce n'est pas celle d'une France européenne qui se donne les moyens de faire partager ses valeurs, de rééquilibrer le traité de Rome par le service public, de mettre la monnaie au service de l'emploi.»■

Régis Passerieux



«Notre convention doit se conclure sur une clarification politique nette qui nous permette de parler haut et d'une même voix.

L'Europe, oui, avec tous ses attributs : la monnaie, le gouvernement économique, un Parlement et un exécutif européen renforcés. L'histoire et les identités nationales doivent être respectées.

Cela veut dire aussi le contrat social, la Charte sociale, avec même force de loi que le reste, sinon l'Europe ne sera qu'une zone de libre-échange. Il faut prendre une position ferme, en ce qui concerne les négociations avant le passage à la monnaie unique, et demander un mandat au peuple dans cette élection législative pour aller négocier au plan international, considérant que nous passerons ou non à la monnaie unique en fonction de l'enclenchement d'un mécanisme d'engagement social qui doit accompagner le passage.

Cette position, qui figure dans le texte, est nouvelle. Elle n'a pas été entendue parce que pas expliquée. On a donc volé les militants de tout le travail réalisé pendant le Conseil national et qui a abouti au texte présenté pourtant au nom de l'ensemble du parti.

Le passage à la monnaie unique doit être une appréciation politique que nous devons nous réserver.

Nous tenons à ce que cela figure dans le texte et que ce soit aujourd'hui mémorisé par la Convention.

Il faut prendre date. Nous aurons des décisions à prendre et nous en serons comptables.»■

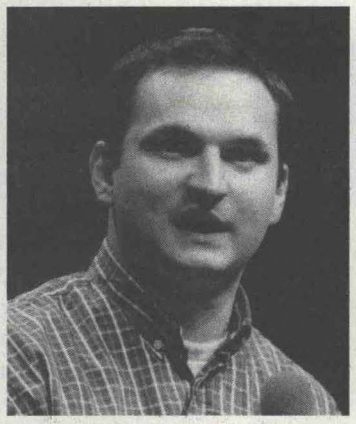
Jean-Christophe Cambadélis



«Ce nouvel âge du capitalisme, je propose de le saisir terminologiquement sous le titre de «la révolution de l'immatériel».

L'horizon dans lequel inscrire le projet politique et historique d'une nouvelle gauche devrait s'étendre bien au-delà de l'actuelle Europe technocratique et libérale, même replâtrée, car elle est discréditée par son incapacité de juguler le chômage de masse et, surtout, par son impuissance face au retour sur le territoire même de l'Europe de la guerre de conquête, des camps de concentration et des crimes contre l'humanité.

Je n'entends pas pour autant substituer la perspective utopique des Etats-Unis d'Europe défendus par l'amendement de la gauche socialiste. Je crois nécessaire de faire prévaloir l'exigence réaliste et mobilisatrice d'une Europe républicaine.» ■



Régis Juanico
(MJS)

«Deux oublis auraient pu figurer dans le texte. Tout d'abord, la question de l'aide au développement de la politique de coopération en direction des pays du Sud. Nous pensons que cette aide, qui reste aujourd'hui une prérogative des États, doit être centralisée directement au niveau européen pour plus d'efficacité.

De même, il eut été intéressant de réfléchir aux principes d'une politique commune d'immigration passant par un statut unique de demandeur d'asile applicable au niveau européen.

Les socialistes européens peuvent encore peser sur le contenu de la CIG, imposer leurs priorités par un rapport de force politique et social. On peut, notamment, se battre sur une idée simple, celle de la réduction massive du temps de travail au niveau européen.» ■

279

Pour préparer l'avenir
rejoignez
le Parti socialiste

Nom et prénom : ..... **Adresse :** .....

..... **Code postal :** .....

❒ **Je souhaite prendre contact avec les socialistes** ❒ **je désire adhérer au Parti socialiste**

❒ **Je verse** ..... **francs pour soutenir l'action du PS***

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

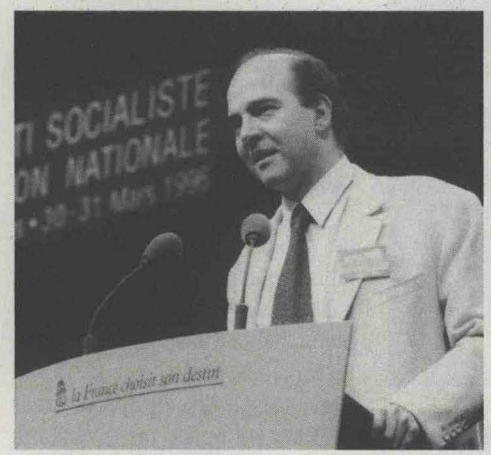
(*chèque à l'ordre de AFPS)

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction.: Monique Bartholomeus (77.92) - Économie : Monique Grima (78.70) • Photos : Pascal Lebrun - Maquette : Christine Lovinger (78.92) - Publicité : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78.09) - Secrétariat : Odile Fée (78.61)- Comptabilité : Michelle Boucher (79-04) - Abonnements : Sabine Sebah (78-57) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PGE - (94) Saint-Mandé – Routage :Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

PIERRE MOSCOVICI

Rapport de la commission



La Commission des résolutions avait deux points à l'ordre du jour.

■ Le premier était de décider du sort que, tous ensemble, nous allions faire à l'amendement proposé par Jean-Luc Mélenchon et la Gauche socialiste, qui a réuni un peu plus de 40 % des voix des militants.

Nous n'avons pas cherché une synthèse artificielle. Cela a été le cas aussi bien de Jean-Luc Mélenchon et de ses amis que des autres membres de la Commission des résolutions : nous avons tous reconnu le caractère contradictoire de l'amendement de la Gauche socialiste à une partie du texte, et nous avons pris acte des résultats du vote. L'amendement, même s'il a obtenu un score significatif, n'a pas été adopté et donc ne se substitue pas à la partie du texte qu'il critiquait.

Mais, en même temps, il y a eu un texte d'orientation qui, lui, a recueilli 93 % des voix, qui a recueilli les voix de ceux qui ont voté l'amendement, mais aussi de ceux qui ne l'ont pas voté. Donc ce texte d'orientation est notre base de travail car il dessine une ligne claire.

■ A partir de là, et j'en viens au deuxième point de l'ordre du jour de la Commission des résolutions, nous avons examiné les amendements des fédérations -près de 60 amendements émanaient de 40 fédérations. Nous en avons retenu à peu près 20, émanant d'une quinzaine de fédérations. Sur la mondialisation, analysée comme un nouvel âge du capitalisme, les militants proposent cinq compléments.

Premier complément :

Assurer le développement économique, social, culturel de l'Outre-mer. Il s'agit d'un amendement proposé par l'ensemble des fédérations de l'Outre-mer, qui part de l'idée que l'Europe qui était hier une menace pour l'Outre-mer est devenue un partenaire pour elle. Mais il y a aujourd'hui une attente plus forte qu'une simple reconnaissance formelle notamment de l'Outre-mer et le parti souhaite qu'on valorise l'identité et la culture des DOM-TOM, d'une "Europe tropicale" et, dès lors, qu'on marque la préférence communautaire, le maintien d'une fiscalité spécifique, le besoin de coopérer avec les pays de l'environnement régional des DOM-TOM, tout cela pour une finalité : le développement économique, la stabilité politique, la sécurité, la paix.

Deuxième complément :

Approfondir les rapports Nord-Sud. La Commission des résolutions a retenu à cet égard deux amendements : le premier émane de la fédération de l'Oise. Il nous dit que nous devons poursuivre la politique contractuelle entre l'Europe et les pays les moins favorisés dans le sens d'un prolongement des accords de Lomé, et propose une autre politique étrangère d'aide au développement.

La fédération de l'Ardèche poursuit cette logique en disant que l'aide au développement doit tenir compte du respect des grands principes démocratiques.

Troisième complément :

Nous voulons militer pour un développement durable. La fédération du Rhône a voulu que nous affirmions trois dimensions à ce développement durable :

- dimension écologique tout d'abord. La planète est le patrimoine commun de l'humanité.
- dimension économique. Nous ne pouvons être favorables à une croissance sauvage qui soit à la fois économiste et financière.
- dimension sociale. Nous devons demander une participation citoyenne au développement et l'élévation du niveau de bien-être pour l'ensemble des individus sur cette terre.

Quatrième complément :

Lutter contre les maux qui frappent les pays pauvres. Nos camarades des Yvelines demandent que nous inscrivions parmi ces fléaux la vente d'organes humains et le développement du volume des capitaux souterrains qui accompagne ce trafic sordide.

Cinquième complément :

La société de l'information. La fédération de Paris nous invite, là, à dire que cette société de l'information est aujourd'hui une des formes les plus contestables du capitalisme. Face à elle, on doit affirmer la citoyenneté et la démocratie, et donc renforcer tous les aspects juridiques, les aspects éthiques, les aspects financiers qui permettent de mieux la réguler et l'organiser.

Enfin, quelques corrections utiles émanent des fédérations du Doubs et du Val-d'Oise : on ne doit pas seulement lutter contre l'islamisme radical, mais bien contre tous les intégrismes religieux, affirmant par là une dimension laïque indispensable. Sur la responsabilité en ex-Yougoslavie, nous précisons qu'elle est celle des gouvernants serbes. Je crois qu'il s'agit là de points importants.

L'EUROPE

Les amendements retenus proposent six précisions.

Première précision :

Nous voulons une Europe plus sociale et, à cet égard, nous avons retenu deux amendements. La fédération de la Corrèze indique que la réduction du temps de travail, qui est notre projet de société, sera d'autant plus efficace

LAURENCE ROSSIGNOL

Explication



La Gauche socialiste s'est abstenue, hier soir, à l'issue de la Commission des résolutions. Ce vote nécessite quelques explications, de même que les résultats nécessitent quelques commentaires.

40 % des militants qui ont voté le texte central ont aussi voté pour l'amendement de la Gauche socialiste. C'est un score important mais il en a néanmoins manqué 10 %, 4 500 voix, pour que l'amendement puisse être adopté et puisse venir se substituer à la partie du texte concernant la construction européenne.

C'est ce qu'a constaté, hier soir, la Commission des résolutions et l'amendement "Tourner la page de Maastricht" ne sera pas le texte commun du Parti socialiste.

A l'issue de la Commission des résolutions, nous n'avons découvert ni divergence nouvelle, ni convergence de circonstance, ni convergence artificielle. Le texte que nous avons maintenant est un outil précieux.

Il offre une analyse qui nous remet dans la démarche socialiste, celle de la critique capita-

des résolutions

qu'elle sera conduite, à l'échelle européenne, à l'initiative du Parti socialiste européen (PSE) et des syndicats. Un autre amendement de la fédération de l'Isère nous suggère de restructurer l'ensemble des prélèvements obligatoires dans le sens de la justice sociale en France et en Europe.

Deuxième précision :

Nous voulons une Europe plurielle et c'est pourquoi nous avons repris un amendement de la fédération de Paris qui proposait une Europe démocratique qui respecte ses propres différences culturelles et ses diversités linguistiques et culturelles.

Troisième précision :

Nous voulons une Europe puissante. Cela vaut pour la défense et l'armement et nous affirmons, dès lors, qu'il s'agit de pousser la constitution, face à une forme de domination américaine, non seulement de groupes d'armement, mais de groupes européens d'armement.

Quatrième précision :

La fédération du Doubs nous dit qu'on doit aller vers une Europe de la recherche, de la science, de la technologie. Il s'agit là d'un domaine où la puissance publique trouve à s'exercer et où l'on peut, où l'on doit, faire face à la mondialisation capitaliste.

Cinquième précision :

L'élargissement. Nos camarades de la fédération du Nord, reprenant un certain nombre de débats dans le parti, souhaitaient qu'on marque de façon ferme les conditions que nous mettons à l'élargissement.

Sixième précision :

Nous voulons une Europe de gauche.

Notre texte, d'ores et déjà, évoquait tout ce qui concerne le Parti des socialistes européens, le besoin de le renforcer et le besoin de tenir des Congrès communs, le besoin d'aller vers des plates-formes communes. Mais il n'y a pas que les socialistes et donc nous voulons, au-delà même du PSE, jeter les passerelles vers la gauche européenne et promouvoir une citoyenneté européenne qui fasse que l'Europe redevienne un espace de débat public.

Nous avons, à l'issue de cette Convention, défini ensemble et tous ensemble une ligne de gauche qui n'évacue pas la question du pouvoir. Nous avons une vision du monde qui tient compte des rapports de forces, des inégalités, et c'est fondamental. Nous avons une vision de l'Europe qui montre bien que l'Europe est la condition d'un projet français que nous devons penser ensemble, et la France, et l'Europe.

Nous sortons de cette convention armés de propositions nouvelles, d'une méthode nouvelle.

RÉSULTATS DES VOTES

Le taux de participation a été de près de 47 %.

Le texte a été adopté, avec 93,22% des votes exprimés par les militants.

L'amendement présenté par la gauche socialiste a recueilli 40,7 % des voix qui s'étaient portées sur le texte.

Le détail des votes par fédération est disponible auprès du secrétariat national aux fédérations. Michelle Sabban. Tél. : (1) 45 56 77 08

de vote

liste sans laquelle toute réforme n'est que velléité et vanité.

Ceci dit, les conditions de l'action sont communes à nous tous ici. En revanche, nous divergeons sur la méthode et sur les moyens de l'action.

En effet, il ne suffit pas d'être tous d'accord pour dénoncer le coût libéral de l'Europe, encore faut-il indiquer comment on s'en sort. Le texte nous dit que nous sommes dans l'après-Maastricht et que nous allons dépasser Maastricht.

Il y a là, quand même, sans refaire le débat, quelque chose que je ne comprends pas. Je ne comprends pas cette conception Kleenex des traités qui voudraient qu'une fois votés, on les jette.

Le traité de Maastricht a été voté, il s'applique ; il est la loi commune de la construction européenne. Et quand nous aurons une banque centrale et la monnaie unique, dirons-nous que nous sommes dans l'après-Maastricht ou dans Maastricht ? Nous serons bien dans l'application du Traité, et ce n'est pas une originalité : les traités s'appliquent jusqu'à ce qu'ils soient dénoncés ou qu'un autre traité vienne s'y substituer.

Le traité de Maastricht, ce n'est pas simplement un esprit, une méthode, une certaine idée libérale de l'Europe, c'est aussi la loi, l'ensemble des règles qui s'appliquent aux États membres pour construire l'Europe et aussi pour affronter ensemble les problèmes et les nouvelles questions qui leur sont posés.

Nous ne pouvons, indépendamment du traité de Maastricht, pas plus qu'aucun État membre ne le peut, à la fois vouloir changer l'Europe et conserver le traité de Maastricht. C'est un peu comme si nous disions pour les législatives en 1998 : voilà, nous allons réformer la fiscalité, réduire le chômage, réduire le temps de travail, mais nous nous engageons en même temps à ne pas changer les lois. Personne ne nous croirait. Les Français auraient raison, et je crains que quand on leur dit que nous voulons à la fois l'Europe sociale et le Traité, ils ne nous croient pas non plus. Et aujourd'hui, que les socialistes français proposent à leurs partenaires européens de discuter un nouveau traité, c'est créer des conditions pour discuter ensemble d'une véritable alternative à l'Europe libérale dans le seul cadre possible qui est celui de l'Europe.

C'est une des raisons pour lesquelles nous devons aussi aborder le nouveau traité en socialistes, pas simplement en gouvernants ou futurs gouvernants, mais dans le cadre de la réflexion sur une alternative à l'Europe libérale. Il y a des divergences, elles ont été exposées, les militants les ont soutenues, refusées, et aujourd'hui nous sommes à la fois suffisamment d'accord sur l'analyse que nous faisons de la mondialisation, sur la nécessité de construire l'Europe et surtout sur l'Europe sociale pour que nous n'ayons pas à voter contre ce texte.

Mais en même temps, nous sommes suffisamment en désaccord sur les moyens pour construire l'Europe sociale, sur la nécessité de construire une Europe fédérale et une Europe politique et sur la nécessité de proposer aux socialistes européens et aux Français un autre traité pour faire suite au traité de Maastricht pour que nous ne puissions pas non plus voter pour ce texte.

Convention Jacques Delors

INTERVENTION DE LIONEL JOSPIN (EXTRAITS)

Une analyse précise, des

Nous concluons aujourd'hui notre grande discussion sur les problèmes de la Mondialisation, de l'Europe et de la France. Nous aurons deux grands débats encore dans l'année, l'un sur les acteurs de la vie démocratique, l'autre sur la redistribution. Sans compter que nous aurons, dans les semaines qui viennent, à trancher avec vous la question des problèmes de la Défense et du service national.

Naturellement, le Parti socialiste ne fait pas que débattre.

Nous sommes présents dans l'action, en particulier dans l'opposition au gouvernement d'Alain Juppé qui fonctionne cahin-caha sous la présidence du président Jacques Chirac.

Présents dans les mouvements que connaît notre pays, comme nous l'avons été en novembre et décembre, puis dans le mouvement des femmes face à la menace sur l'IVG, face aux nouvelles menaces sur l'emploi, dans le mouvement sur les droits de l'homme face aux dérives dangereuses de la politique gouvernementale contre les immigrés.

Je ne ferai pas le compte des élections cantonales regagnées sur la droite, mais nous savons que nous avons reconquis huit sièges de député et sept pour le PS depuis ces derniers mois. Je n'en tire pour autant aucune conclusion hâtive et je vous invite à ne pas spéculer sur l'échéance de 1998, mais tout simplement à la préparer. Il nous reste beaucoup à faire, mais nous allons le faire méthodiquement.

Le débat entre nous a été constamment amical et maîtrisé au niveau national comme au niveau de nos fédérations. Ce débat n'a pas été non plus sans surprise puisque l'amendement finalement proposé a fait sensiblement plus que ce qui était en général escompté.

Je prends donc ce score comme un fait et j'en tire d'entrée de jeu quelques conclusions politiques.

LE DÉSIR D'UNE EUROPE PLUS À GAUCHE

Nous sommes, en France, engagés depuis quelques années dans une évolution politique significative mais aussi préoccupante.

En effet, s'est esquissé dans notre pays un double mouvement contradictoire qui me préoccupe. Ceux qui, historiquement, étaient des pro-européens, et c'est le cas de beaucoup de progressistes français, tendent de plus en plus à regimber devant une Europe qu'ils pensent être et qu'ils voient être une Europe dominée par le marché. A l'inverse, nombre d'eurosceptiques, en particulier à droite et au RPR, peuvent se rallier à l'Europe dès lors qu'elle est libérale et conservatrice. La présence et le vote de l'amendement ont permis effectivement à nombre de nos militants, après avoir voté par ailleurs le texte principal, d'exprimer leurs réserves à l'égard de l'Europe telle qu'elle est et telle qu'elle pourrait continuer à être. Ces militants ont voulu manifester leur désir d'une Europe qui soit une Europe plus à gauche.

Je suis sensible à cette préoccupation, d'autant que je l'éprouve moi-même. Vous vous souvenez sans doute de la position assez réservée qui était la mienne au moment du débat sur le référendum de Maastricht, ce même traité de Maastricht qui avait d'ailleurs, à l'époque et de toutes parts, dans le parti, des supporters enthousiastes.

Cette réaction d'une partie de nos militants a l'intérêt de montrer qu'il y a de moins en moins de pro-européens automatiques, chez nous comme dans le pays, et qu'il faudra convaincre ; et pour convaincre, il faudra faire bouger l'Europe.

Mais, en même temps, je voudrais attirer l'attention du parti sur les risques que nous pourrions courir si nous laissions se développer ce chassé-croisé avec la droite, si nous agissions nous-mêmes à contre-emploi, y compris les risques pour notre identité dans le grand débat qui s'engage aujourd'hui avec les communistes ou même, dans une certaine mesure, avec le Mouvement des citoyens.

Le courant historique dont nous sommes les héritiers est fondamentalement un courant européen. Je comprends qu'on ait envie de rendre ce courant plus navigable pour nos peuples, mais nous commettrions une faute grave si nous changions de lit et nous risquerions, à ce compte, de nous retrouver à sec. L'avantage du vote de l'amendement, tel qu'il a eu lieu, c'est qu'il a bien marqué une certaine sensibilité du parti. Mais l'inconvénient, c'est qu'il pourrait introduire un doute sur les positions réelles du Parti socialiste, en particulier sur l'Europe, à l'issue de son débat.

C'est pourquoi je mettrai un peu de clarté : le Parti socialiste arrête sa position et il n'en arrête pas deux.

Soyons conscients, d'abord, que le texte tel qu'il a été approuvé par 93 % des votants marque lui-même des évolutions sensibles par rapport à l'expression et à l'action qui étaient les nôtres à un certain moment.

La clarté avec laquelle nous avons affirmé, dès notre Conseil national du 2 mars, nos exigences sociales, a pesé fortement sur la décision de dernière minute annoncée au nom de la France par le chef de l'Etat de proposer un mémorandum social.

Certes, nous qui le connaissons, nous pouvons voir à juste titre dans ce positionnement le prolongement à l'échelle européenne, mais à usage de politique intérieure française, de la stratégie de découplage président de la République/Premier ministre mise en œuvre par Jacques Chirac depuis quelques semaines : au Président, les généralités positives et quelques bonnes nouvelles ; au Premier ministre, les annonces désagréables et le triste labeur de la politique réelle. C'est un classique, d'ailleurs détestable, de la Ve République, mais jamais l'antagonisme entre le discours de l'un et les actes des autres n'a été poussé aussi loin. En même temps, je pense que cette technique de communication est un peu fruste.

Le Président ne pourra être épargné durablement par l'effet d'une politique qu'il cautionne ni rester indemne de l'épuisement précoce de son Premier ministre.

Pour l'honneur d'Henri Emmanuelli

Nous sommes présents aussi dans la défense de l'honneur de l'un d'entre nous, Henri Emmanuelli, déjà sanctionné pour des responsabilités assumées au nom de notre collectivité et seul dans son cas, parmi les trésoriers des partis politiques. Il s'est vu en outre, au mépris de l'équité, condamné à être privé de ses droits civiques.

Je redis mon approche de cette question. Contester l'institution judiciaire de notre pays ne serait ni légitime ni responsable.

Nous regrettons une décision de justice et, au regard des responsabilités déjà assumées par notre ancien trésorier ; de ce que tout le monde sait des moyens de financement utilisés par tous les autres partis avant la loi de 1990 proposée et votée par nous ; de ce qu'il semble advenir des autres procédures en cours, nous demandons que, le moment venu, une décision soit rendue, qui soit respectueuse du droit comme de l'équité et qui rende ou plutôt qui garde à Henri ses droits civiques. C'est dans cet esprit que nous avons lancé une campagne d'opinion, comme il est possible en démocratie, et nous comptons sur vous pour la développer.



propositions claires

MAJORITÉ DIVISÉE, SANS VISION D'AVENIR

La France souffre, la France est triste. Un pays où les inégalités se creusent, où le chômage monte, comme encore ce dernier mois, où les Français sentent qu'il n'y a pas une direction claire, mais une majorité divisée qui n'a pas de vision d'avenir, ce pays ne peut être indulgent à l'égard de ceux qui le dirigent.

Le Président, sous la Ve République, est le premier responsable, et il finit toujours, tôt ou tard, par être rattrapé par cette responsabilité.

On a bien sûr toutes les raisons d'exprimer un scepticisme à l'égard de cette nouvelle opération sociale du Président Chirac, en particulier lorsqu'on examine la politique de son gouvernement : avalanche de prélèvements sur les ménages, recherche systématique de la baisse du coût du travail, Fonction publique et services publics recherchés comme cibles, choc avec le mouvement social, fin d'une grande politique de l'éducation, menaces sur la protection sociale, voilà qui marque une politique vivement antisociale.

INTRODUIRE LE VOTE À LA MAJORITÉ

Je reconnais que ceux qui osent, sur la base d'une telle politique intérieure, proposer une politique sociale à l'extérieur, pardonnez-moi le caractère familier du terme, ne manquent pas d'air ! Mais pas tout de même au point d'asphyxier les socialistes !

Cela d'autant plus que l'examen du document remis par le gouvernement français à nos partenaires européens montre qu'il se borne pour l'essentiel à des généralités accompagnées parfois de contre-vérités, comme à propos, par exemple, des grands travaux proposés hier par le président de la Commission, Jacques Delors, que le ministre de l'Economie et des Finances français a soigneusement bridés quelques semaines avant dans les conseils européens.

Nous suivrons donc avec vigilance pendant le déroulement de cette Conférence intergouvernementale, sur une année au moins, l'attitude du gouvernement. Et ce que je sais du lancement, avant-hier en quelques heures, du débat à propos de la CIG, nous a montré un Président Chirac qui voulait éviter que la question de l'emploi soit traitée directement au sein de la Conférence intergouvernementale.

Nous ne voulons pas que le thème du social et de l'emploi soit l'objet d'une diversion à l'intérieur de la Conférence intergouvernementale.

Médiatisé en France, il serait marginalisé, c'est-à-dire traité parallèlement, dans le débat européen. Pour nous et pour l'ensemble des partis socialistes et socio-démocrates, le débat sur l'emploi et les questions sociales doit être mis au cœur de la Conférence intergouvernementale et introduit directement dans le Traité ce qui amorce peut-être cette idée d'un nouveau Traité.

L'enjeu de cette Conférence est, pour nous, d'élargir l'Union européenne, puisque l'élargissement a été décidé, sans l'affaiblir.

Ou bien la CIG renforce suffisamment l'Union européenne dans ses objectifs et dans ses institutions, et l'Europe pourra, si elle le veut, affirmer son modèle social, agir pour la paix et répondre aux aspirations de ses concitoyens, donc résister à l'épreuve d'une mondialisation sauvage, ou bien la CIG se conclut sur un consensus minimum, et alors l'Union, si elle s'élargissait, risquerait de basculer dans une grande zone de libre-échange.

A la différence du gouvernement français, nous avons fait clairement le premier choix, une Europe qui sache quels sont ses objectifs, et notamment la priorité sociale et de l'emploi, dotée d'institutions fortes et démocratiques.

Nous proposons, parmi d'autres choses, l'extension du vote à la majorité, y compris en politique étrangère, car à trente l'unanimité serait la paralysie. Si l'on n'introduit pas, si l'on n'élargit pas le vote à la majorité dans le domaine du fiscal, dans le domaine du social, dans le domaine de l'environnement, alors tout ce qui concerne le marché continuera à galoper, tandis que ces domaines, pour nous essentiels, marcheront au pas ou même marqueront le pas.

C'est pourquoi nous proposons un renforcement de la démocratie en permettant aux parlementaires européens de mieux contrôler l'exécutif dans le respect du rôle des parlements nationaux.

C'est pourquoi nous récusons les idées gadgets telle qu'une Madame ou un Monsieur PESC qui augmenterait la confusion dans l'esprit de décision et dans l'expression de l'Union européenne, et qui, haut fonctionnaire ou ancien politique, ne pèserait pas d'un poids suffisant, face à Clinton, voire à Eltsine.

LA MONNAIE UNIQUE, UNE DÉCISION POLITIQUE

Les socialistes renouvellent leur engagement en faveur de la monnaie unique dès 1999, non pas comme une fin en soi, mais dans la perspective d'un véritable projet économique et politique.

L'amendement voté par 40 % des militants est également fort net, mais très différent puisqu'il dit : "La remise en cause des critères de convergence est donc le préalable d'un redéploiement de la construction européenne fondé sur l'adhésion des peuples."

Il faut avouer que le fait que ces deux textes aient été votés simultanément par un nombre relativement significatif de nos militants bouscule un peu trop à mon sens le principe de non contradiction...

Il faut donc choisir entre ces deux positions. Le choix a été fait clairement : la position qui est désormais celle du Parti socialiste sur la question de la monnaie unique est celle qui a été votée avec le texte central proposé par le Conseil national.

Encore faut-il respecter pleinement l'esprit de ce texte. Celui-ci précise notre approche des critères, du calendrier, du nombre des partenaires et des conditions selon nous de la réussite de la monnaie unique.



"La décision de passer ou non à la monnaie unique sera une décision politique. Elle sera fondée sur l'examen, éventuellement la tendance, des critères de convergence, et notamment des critères budgétaires et d'endettement public, mais aussi sur l'exigence de preuves sociales."

Le cœur du texte est le suivant : "La décision de passer ou non à la monnaie unique sera une décision politique. Elle sera fondée sur l'examen, éventuellement la tendance, des critères de convergence, et notamment des critères budgétaires et d'endettement public, mais aussi sur l'exigence de preuves sociales."

Ces exigences sociales sont précisées : "Le vote à la majorité qualifiée dans les domaines fiscal et social, l'intégration du protocole social dans le Traité, le renforcement du statut du comité permanent de l'emploi, la reconnaissance pleine et entière des services publics en Europe, la sauvegarde de notre protection sociale et de notre droit du travail, la mise en œuvre de salaires minimum garantis. La recherche de la réalisation de ces exigences sociales se fera en utilisant autant que possible à l'échelle européenne la méthode du contrat."

On est loin, dans le domaine social, des généralités évasives du mémorandum de M. Chirac.

En clair, pour ce qui concerne la réalisation de la monnaie unique en 98-99, notre position n'est pas de fixer à l'avance des conditions : par exemple la révision des critères de convergence dont on sait bien qu'ils ne peuvent être réunis, ou alors il vaudrait mieux dire dès maintenant que nous renvoyons à plus tard le passage à la monnaie unique lorsqu'un hypothétique bouleversement politique et social se sera produit. Mais ce n'est pas notre position.

Elle n'est pas non plus, bien que nous réaffirmions notre volonté d'un passage à la monnaie unique en 1998-1999, de nous lier les mains, par avance, par rapport à une politique économique et une négociation que nous n'aurons pas conduites puisque nous sommes dans l'opposition.

Notre position est de réaffirmer une volonté de poser des exigences selon nous nécessaires à la réussite de l'Union économique et monétaire, du moins dans l'intérêt des peuples, et d'apprécier le moment venu, la possibilité du passage à la monnaie unique pour la France.

LES FINS ET LES MOYENS

Comme vous, j'aime l'utopie. Comme vous, je souhaite que nous fixions aux Français de grands objectifs. Comme vous, je pense qu'un retour à une certaine radicalité, à une certaine netteté dans l'affirmation de nos positions de gauche est nécessaire.

Après tant d'années gestionnaires souvent positives, après quelques renoncements pas toujours inévitables, une vigueur de ton, une fermeté d'intention étaient et restent nécessaires à notre parti.

Mais nous ne pouvons pas nous en tenir au discours. Nous ne pouvons pas enjamber les échéances précises qui nous sont proposées. Si on les refuse, il faut dire alors ce que l'on fait à la place et comment on le fait !

Nous ne pouvons pas seulement examiner les fins sans décrire les moyens qui permettent de les atteindre. Demain, comme aujourd'hui, le futur passe par le présent, par des étapes qui sont là devant nous.

Je ne sais pas quel sera le sort des urnes en 1998. Parti d'opposition nous pouvons être demain, à nouveau, au pouvoir, ce qui suppose que nous ne fassions pas l'impasse sur le monde réel et les échéances effectives.

C'est dans cet esprit que j'ai remis le parti au travail, c'est dans cet esprit que celui-ci mène actuellement cette réflexion. C'est dans cet esprit qu'il doit se préparer à nouveau mais autrement à l'épreuve du pouvoir.

Dans l'état où se trouve actuellement le pays, avec le mouvement d'opinion encore hésitant mais réel qui s'amorce devant nous, il faut être conscient de la responsabilité qui est en train de redevenir la nôtre et ne pas nous payer de mots.

Nos positions sont claires et je redis qu'elles marquent une évolution sensible par rapport à certaines approches antérieures.

Encore faut-il, pour que nos adhérents et les Français s'y retrouvent, que ces positions, fruit de notre élaboration collective, soient reconnues et défendues comme telles par l'ensemble de nos responsables politiques.

La gauche, les milieux populaires, la majorité même de l'opinion interpellent l'Europe, la désirent et la craignent tout à la fois. Ils veulent être convaincus qu'elle est un plus pour leur pays et pour eux-mêmes.

Naturellement, il est démagogique de rendre l'Europe responsable du chômage massif, de la faiblesse de la croissance, de la montée des inégalités. Ce sont les politiques nationales, en particulier dans notre pays, qui y conduisent le plus souvent. S'il y a identité idéologique dans les conduites des gouvernements nationaux et dans la pratique communautaire, comment s'étonner qu'il soit commode de détourner sur l'Union européenne, l'irritation des populations ?

L'Union européenne, telle qu'elle fonctionne, apparaît trop souvent comme donnant sa cohérence globale et même sa justification théorique à des politiques nationales orthodoxes et libérales. C'est pourquoi notre volonté est non seulement d'inscrire dans la réalité de l'Union européenne de nouvelles exigences sociales, mais aussi de rééquilibrer la politique économique.

Pour nous, l'Europe libérale ne devient pas acceptable parce qu'on lui adjoint une Europe politique. Pour nous, l'Europe à poursuivre n'est pas l'Europe du marché plus quelques compensations sociales. C'est par une politique économique nouvelle, menée en cohérence au plan national et au plan européen, voire au plan mondial, c'est par une véritable coordination des politiques économiques nationales, dans le sens de la croissance et de l'emploi, que nous pouvons espérer sortir l'Union de sa crise actuelle.

LES DANGERS DE L'ATLANSTISME

Pour autant, l'Europe politique est nécessaire car elle permet de poser les questions clés de la transparence démocratique et de l'efficacité des mécanismes de décisions européens. C'est l'enjeu de la Conférence intergouvernementale. Le prolongement de cette Europe politique est une politique extérieure et de sécurité communes mais, là aussi, le pouvoir actuel en France est défaillant. Alors que nous pouvions espérer, après la protestation entraînée par la reprise des essais nucléaires à Mururoa, que le gouvernement pousserait les feux en direction de la Défense européenne, c'est une tout autre démarche dans laquelle il s'engage aujourd'hui.

Le président de la République a autorisé la participation de la France au Comité militaire de l'OTAN et s'est engagé dans un dialogue bilatéral avec les Etats-Unis, apparemment sans contrepartie, dans un processus d'intégration progressif dans l'OTAN.

Non seulement nous laissons là l'autonomie de décision qui, depuis De Gaulle, est le fondement de la politique de Défense de la France, mais nous semblons négliger aussi la piste féconde d'une politique de Défense européenne, au profit de la vision beaucoup plus atlantiste, qui convient aux Américains, du pilier européen de l'OTAN.

Le pouvoir va vite, sans beaucoup de réflexion et sans précaution excessive pour ce qui était jusque-là un certain consensus sur les problèmes de Défense en France. On nous propose désormais une doctrine de nos armes dans laquelle le concept de Défense nationale n'apparaît plus et où la sécurité de notre territoire passe au second plan.

En dehors de la force de dissuasion, la nouvelle doctrine de la droite est fondée exclusivement sur les forces de projection, selon la terminologie du Pentagone, au nom d'intérêts vitaux dont on ne nous dit pas ce qu'ils sont et sous l'égide de qui nous les défendrions.

Les Américains sont nos amis et nos alliés. Ils sont aussi notre principal concurrent et surtout une puissance qui ne cache pas son intention d'assurer sa domination économique, technologique et culturelle.

L'Europe ne peut, sans se mettre en péril, se dissoudre dans une grande zone de libre échange transatlantique, pas davantage elle ne peut, sauf à laisser perdre le modèle de civilisation qu'elle a finalement édifié dans les tumultes et les tragédies de ce XXe siècle, éluder le problème de la puissance américaine dans le monde actuel.

UN PARTI ORIENTÉ À GAUCHE

On voit donc que notre vision de l'Europe dépasse largement la question de la monnaie unique. Il y a un rapport bien sûr entre le manque de perspectives qui frappe l'Europe, l'absence de dessein des gouvernements de droite en France depuis trois ans, et la mollesse de leur politique européenne, comme il y a une forte cohérence, de notre côté, à vouloir penser ensemble notre politique pour la France, notre politique européenne, et la question de la régulation mondiale.

Notre parti sort de cette Convention doté d'une grille de lecture claire de la mondialisation et de ses risques, avec des propositions également claires pour tenter d'y répondre.

Il sort renforcé dans sa conviction européenne mais une conviction plus aiguë et plus volontariste. Il est clairement orienté à gauche : priorité au développement économique et à l'emploi, exigences sociales, affirmation d'un modèle européen face et non à côté de la domination américaine, volonté de bâtir un nouveau compromis social-démocrate en Europe.

Je suis fier de ce que nous avons fait ensemble depuis cinq mois. Nous commençons à en sentir l'écho dans l'opinion.

Notre Congrès aura lieu en 1997. Nous aurons aussi, dans cette année 1997, à élaborer notre programme et à désigner nos candidats pour les élections législatives.

Parallèlement, nous poursuivrons la confrontation avec les autres forces de progrès et nous définirons ainsi notre stratégie politique et nos alliances. Ce travail est nécessaire si nous voulons que la pensée serve l'action.

Ce travail est aussi la condition du succès car il nous faudra confirmer et amplifier ensuite ce qui s'esquisse, semaine après semaine, dans les élections partielles : le passage d'un mouvement de rejet de la droite à une nouvelle adhésion à la gauche, une gauche elle-même renouvelée dans son image, dans ses méthodes et dans sa pensée.

Voilà, mes chers camarades, ce que je veux réussir avec vous.

MONDIALISATION, EUROPE, FRANCE

TEXTE D'ORIENTATION adopté par le Conseil national

INTRODUCTION : P. 13
Un projet pour la France, dans l'Europe, face à la mondialisation.

1e PARTIE : P. 15
Affronter et organiser la mondialisation.

- **I.1** - Connaître la mondialisation économique pour mieux l'affronter.
- **I.2** - Face à la mondialisation culturelle, refuser l'uniformisation.
- **I.3** - Affirmer une conscience planétaire.
- **I.4** - L'internationalisation des enjeux stratégiques.
- **I.5** - Pour une régulation mondiale.

2e PARTIE : P. 22
Construire un espace de civilisation pour la france dans une Europe-puissance.

- **II.1** - Redonner du sens à l'Europe.
- **II.2** - Une politique économique et sociale de gauche, pour la croissance et l'emploi en France et en Europe.
- **II.3** - Pour un contrat social européen.
- **II.4** - Une puissance pour le XXIe siècle.
- **II.5** - Pour une Europe politique.

CONCLUSION : P. 31
La refondation.

Introduction

Un projet pour la France, dans l'Europe, face à la mondialisation

La France a connu, à la fin de l'année 1995, un mouvement social d'une ampleur inégalée depuis 25 ans. Ce mouvement social, même s'il n'a pas connu l'extension que certains souhaitaient, même s'il n'a pas connu un débouché aussi positif que beaucoup l'espéraient, a démontré une formidable capacité de mobilisation et de résistance et une solidarité exemplaire de nos concitoyens, qui refusent de se laisser imposer un avenir qu'ils n'ont pas choisi. La solidarité qui s'est exprimée tout au long de ces semaines a révélé la force de l'aspiration dans notre pays à une société plus juste et la détermination à lutter pour y parvenir. **Les Français sont inquiets, mais ils ont choisi de ne pas subir, d'agir et de lutter.**

La crise économique, le chômage surtout, inquiètent les Français. La montée des inégalités sociales, la crainte de l'exclusion, le refus d'une société qui marginalise les plus faibles, l'absence de toute perspective immédiate du fait des faux espoirs semés lors de la campagne présidentielle, engendrent un malaise profond dans notre pays. Ce malaise dit la souffrance d'une société de plus en plus éclatée, elle dit surtout celle de millions d'hommes et de femmes dont la vie est brisée, l'avenir incertain, celui de leurs enfants angoissant. Comment ne pas entendre cette inquiétude ?

Alors, beaucoup de Français s'interrogent : sur les risques de la mondialisation économique ; sur un monde dans lequel la logique financière domine et le risque du nivellement par le bas s'accentue ; sur les marges de manoeuvre réelles des gouvernements ; sur le rôle de notre nation ; sur l'intérêt de construire une Europe de plus en plus vaste alors que les défis à affronter sont de plus en plus quotidiens ; sur la nécessité même de cette Europe dont ils ne perçoivent plus toujours les avantages qu'elle leur procure.

L'accélération des transformations mondiales nous prive de nos repères ; notre société ne se retrouve pas dans le monde qui se fait sous nos yeux. De fait, nous vivons dans un monde désormais pleinement interdépendant, transformé par les techniques de l'information, dont le coeur bat au rythme accéléré du développement du commerce international et de la libéralisation des échanges. Nous avons tous l'impression que le monde est devenu plus petit, nous savons que tous les problèmes, ou presque, ont acquis une dimension mondiale. **Telle est la réalité dans laquelle doit s'inscrire notre réflexion et notre action.**

Et que d'acquis, déjà ! Les frontières ne sont plus des obstacles à la diffusion de la culture, du savoir, des connaissances. Les cultures s'enrichissent mutuellement, la société de l'information qui prend forme, le monde virtuel qui s'ouvre encouragent l'innovation et favorisent la création. Les progrès de la recherche médicale, la protection de notre planète, les luttes des femmes pour leur droit à l'égalité, l'émergence d'une opinion publique internationale qui rend intolérable l'apartheid ou l'oppression, sont autant d'avancées concrètes dues à la transformation du monde. Dans le monde économique même, l'idée d'organiser le commerce international a pris forme, à Marrakech, avec la constitution de l'Organisation mondiale du commerce. **Et qui peut dire que, prise dans son ensemble, la société française n'a pas profité du développement des échanges ?**

Le décalage entre les progrès formidables à mettre au crédit du processus de mondialisation d'un côté, et de l'autre les dégâts qu'il engendre est grand. De fait, les inégalités s'accroissent, entre ceux qui profitent de l'internationalisation économique et ceux qui en subissent le contrecoup. **Car mondialisation semble trop souvent rimer avec délocalisation et domination extérieure.** En invoquant les soi-disant principes du laisser-faire, les États-Unis ne cherchent qu'à affirmer leur domination de manière plus étroite sur le monde. La compétition économique internationale s'est accentuée, mais **seul le libéralisme semble régner en maître absolu, tous les coups sont permis dès lors qu'ils sont portés au nom du seul profit.** Les différents secteurs de l'économie nationale ne profitent

Cahiers Jaurès

pas tous de manière égale de l'accroissement des échanges : la cohésion sociale en sort ébranlée. L'ouverture au monde, loin de signifier l'idée d'un progrès, provoque des réactions d'inquiétude, voire de révolte, de plus en plus fortes, au point que ceux que tente un nouveau protectionnisme se renforcent chaque jour.
Les socialistes, dont l'histoire est liée à l'internationalisme, ne peuvent se reconnaître dans l'image d'une France repliée sur elle-même, fermée aux autres. Ils ne peuvent pas davantage nier la réalité d'un monde de plus en plus interdépendant. **Mais les socialistes n'entendent pas pour autant admettre que la mondialisation se réduise au règne sans partage des marchés ; ils refusent de la réduire à un processus abstrait, déconnecté des réalités sociales françaises, sur lequel il serait impossible d'agir ; ils refusent le nivellement par le bas du mode de vie des Français, la dilution de leur identité.**

Nous sommes entrés dans la période nouvelle, caractérisée par **la transformation du capitalisme. Il est urgent face à cela que soient élaborés des instruments de régulation à l'échelle mondiale.** La loi de la jungle n'est pas supportable, il nous faut lutter pour que soient acceptées des règles pour encadrer la compétition économique, sauvegarder notre identité culturelle, lutter contre l'internationalisation du crime. L'Organisation mondiale du commerce doit être renforcée, l'ONU transformée, un nouveau Bretton Woods instauré.

Les défis globaux qui se posent à la planète trouvent des réponses différentes selon les régions, les nations qui y sont confrontées. Ces défis sont largement communs: l'intégration aux échanges internationaux dans le respect des équilibres sociaux et de manière démocratique ; la préservation de la paix dans un environnement de risques décentralisés ; la prise en compte des grands équilibres planétaires, environnement, équilibres démographiques... **Mais les réponses à ces défis restent très différentes d'un point à un autre de la planète.**

Les exemples des États-Unis et de l'Asie montrent que la conscience forte d'une identité propre ne nuit en rien à la compétitivité internationale, tout au contraire. Convaincus qu'ils constituent un modèle pour le monde entier, les États-Unis ont une conscience très forte de ce qui fait leur identité et c'est lorsque l'american way of life est malmené qu'ils perdent confiance face au Japon ou à l'Europe. **La force des États-Unis réside à bien des égards dans l'affirmation sans complexe et souvent brutale de ce qu'ils sont.** La puissance du Japon et d'autres pays qui l'entourent ne les conduit nullement à s'interroger sur la pertinence de leur organisation sociale. Et que dire de la Chine, puissance majeure du siècle prochain ?

Notre ambition est que la France apporte sa propre réponse aux défis de la mondialisation. A ce défi, l'extrême droite répond «repli», et la droite «tout marché». Nous, socialistes, internationalistes par notre histoire et par nos valeurs, porteurs du combat pour la liberté, l'égalité, la fraternité, mais aussi la justice, la solidarité, la laïcité, par nos convictions et nos engagements, devons tracer une autre voie.

Comment permettre que notre intégration internationale se fasse sans éclatement social et dans le respect de tous ? Le choix européen est sans ambiguïté notre réponse. Cette réponse, pour les socialistes, doit s'affirmer dans sa spécificité, plus égalitaire et solidaire que celle des États-Unis, soucieux du seul marché, plus démocratique que celle du Japon et des pays environnants, dont les sociétés restent autoritaires. Cette Europe-là, elle ne peut être seulement un espace de prospérité économique ; **pour porter universellement son message, il lui faut s'affirmer comme une puissance politique à part entière.**

Les socialistes acceptent que la France, à travers l'Europe, participe pleinement du processus de mondialisation des échanges, mais refusent que le prix à en payer soit la disparition de son cadre national, de ses références historiques et culturelles propres. Car la mondialisation ne saurait, pour nous, se traduire par l'uniformisation.

La diversité des histoires et des identités nationales est une réalité qu'il est dangereux de vouloir dépasser, dont il faut au contraire saisir la chance. **Les socialistes entendent faire de la force de l'identité française un atout pour l'Europe, face à la mondialisation. Au-delà de son histoire et de sa culture, la singularité française tient à la force des valeurs de la République, à la cohésion de son pacte social et à la laïcité, à son modèle d'intégration, au rôle que jouent les services publics et à l'importance des politiques publiques.** Nous réaffirmons notre attachement à ces principes fondateurs de notre unité nationale, et nous entendons prendre appui sur eux pour faire vivre une Europe ambitieuse et puissante, une Europe qui soit aussi plus juste, plus sociale, plus soucieuse de l'environnement, plus attentive du destin des hommes et des femmes qui la peuplent.

Nous voulons une Europe plus citoyenne, qui fasse de la libre circulation des hommes, de la dignité humaine, des progrès des conditions de vie, des objectifs plus importants que la logique du marché. Nous voulons une Europe démocratique qui respecte ses propres différences culturelles et ses diversités régionales et linguistiques.

Nous devons construire l'Europe de l'avenir. Les socialistes pensent que c'est en permettant l'émergence d'une puissance européenne, fière de son modèle de société, attentive aux hommes et aux femmes, capable d'affirmer haut et fort les valeurs de justice, d'égalité, de solidarité que l'on peut y parvenir. La France, dans l'Europe, et pour l'Europe, doit faire entendre sa voix : **une Europe forte et solidaire est la condition du rayonnement de notre pays.**

Dans cet perspective, nous voulons que prenne corps un système de régulation internationale qui encadre le processus de mondialisation, en évite les excès et les dérapages. Et nous affirmons haut et fort que la définition d'une régulation mondiale et l'élaboration d'un projet politique pour l'Europe ne dispensent pas, bien au contraire, d'une action forte au niveau national. Dans chaque domaine, il nous faut définir quel est le niveau -la France ? l'Europe ?- d'action le plus approprié.

Notre pays est en panne de projet et ne perçoit pas encore d'alternative. **Les socialistes entendent lui proposer un projet collectif qui redonne du sens à ce que nous voulons, pour nous et nos enfants.** Ils entendent définir des orientations et des propositions pour éviter que la mondialisation ne se réduise au libéralisme sauvage, dérégulateur et uniformisateur, mais réponde aux espoirs dont elle est aussi porteuse ; ils entendent lutter pour une société plus juste, plus humaine, plus solidaire ; ils veulent s'engager pour une Europe politique qui fasse de la citoyenneté, du progrès social, de l'attention à chaque homme et à chaque femme, ses priorités.

Notre projet pour la France passe par l'Europe et se veut ouvert au monde, il se veut à la fois national et européen. C'est ce projet dont nous voulons débattre, pour que la France retrouve confiance et espérance.

Affronter et organiser la mondialisation

I.1 - Connaître la mondialisation économique pour mieux l'affronter.

I.1.1 - Un nouvel âge du capitalisme.

La mondialisation recouvre plusieurs phénomènes distincts. Elle peut se définir comme le processus d'extension de l'interdépendance à l'ensemble de la planète qu'illustrent ou renforcent l'effondrement du bloc communiste et l'ouverture de ses marchés, la constitution de vastes ensembles régionaux plus ou moins intégrés (Union européenne, ALENA, APEC) et la diffusion rapide des technologies nouvelles (technologies de l'information, biotechnologies, etc.).

La globalisation, qui en est le prolongement, renvoie à une double réalité, celle d'une internationalisation de plus en plus complète des marchés de biens, de services et de facteurs de production, et celle de firmes industrielles ou financières, capables et contraintes de déployer des stratégies d'investissement, de production et de commercialisation à l'échelle du monde. **Pour beaucoup d'entreprises européennes, l'horizon n'est plus continental mais planétaire.**

La mondialisation-globalisation est une tendance lourde, qui résulte à la fois de facteurs techniques (réduction des coûts de communication), de décisions politiques (libéralisation des échanges), de ruptures géopolitiques (fin du communisme) et d'évolutions macro-économiques (croissance des nouveaux pays industrialisés).

Elle doit être considérée comme une donnée économique fondamentale qui ne relève pas du libre choix de la France et qui s'inscrit dans un mouvement de longue période.

Les deux facteurs déclenchants principaux du mouvement de mondialisation-globalisation que nous connaissons aujourd'hui sont la libéralisation des échanges de biens et de services et la mobilité pratiquement sans limite du capital.

■ **Le premier facteur déclenchant, la libéralisation des échanges, n'est pas un phénomène nouveau.**

Les premiers cycles de négociations commerciales multilatérales portaient exclusivement sur les tarifs douaniers et ne concernaient que les pays développés. Ils se sont depuis étendus à l'ensemble de la planète.

Le développement soutenu et continu du commerce international est l'un des traits saillants de l'économie mondiale depuis la fin des années soixante (quadruplement en volume entre 1967 et 1993, alors que la production mondiale n'a été multipliée que par 2,4). Mais le commerce mondial rapporté au PIB n'a retrouvé qu'en 1973 son niveau de 1913.

La novation aujourd'hui est que la libéralisation des échanges s'étend progressivement, sous la pression des États-Unis en particulier, à tous les secteurs économiques (agriculture, services, droits de propriété intellectuelle), à tous les instruments d'intervention des États (subventions, marchés publics, instruments de politique commerciale, contrôles douaniers ou techniques, normes et procédures de certification, et demain politiques de la concurrence, réglementations en matière d'investissement direct étranger) et à tous les partenaires commerciaux (111 pays ont signé l'acte final du cycle de l'Uruguay à Marrakech en avril 1994 ; la Chine, Taïwan et la Russie devraient bientôt adhérer à l'Organisation mondiale du commerce).

On constate que, constrairement aux précédentes phases d'internationalisation, **la mondialisation des échanges ne se fait plus désormais entre des pays produisant des biens et services complémentaires. Elle s'organise :**

● **d'une part, entre pays ayant la même structure de production et le même niveau de développement** (80 % des échanges de la France se font avec les autres pays membres de l'OCDE) -ce qui explique le développement des ensembles régionaux intégrés (c'est vrai pour la Communauté, même pour les nouveaux adhérents, et depuis le début des années 90 pour la zone Asie-Pacifique dans son ensemble ; ça l'est beaucoup moins pour les États-Unis et le Japon) ;

● **et d'autre part entre pays industrialisés et pays à bas coûts de main-d'œuvre** (les économies dynamiques d'Asie, la Chine ; demain le Vietnam et l'Inde), où se délocalisent des industries de main-d'œuvre et de plus en plus d'industries incorporant du capital ; c'est à propos de ces échanges qu'il est possible de parler d'un retour du commerce des avantages comparatifs.

■ **Le second facteur déclenchant du mouvement de mondialisation tient au passage, en moins de deux décennies, d'un monde d'autarcie financière à un monde de mobilité du capital pratiquement sans limite.**

Le marché international des capitaux est un groupe de marchés étroitement reliés entre eux dans lesquels et entre lesquels des actifs à dimension internationale sont échangés. Les portefeuilles de titres de propriété ou d'instruments de dette se sont considérablement diversifiés dans les années 70 et surtout dans les années 80, tout comme le marché des changes. A la fin 1991, le stock de titres détenus à l'étranger par les principaux investisseurs institutionnels américains, japonais et européens atteignait le niveau record de 3.800 milliards de dollars (soit les deux-tiers du PIB américain ou l'équivalent des

PIB de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne et du Portugal) dont 2.500 milliards en obligations. Les créances américaines sur l'étranger représentaient à la même date 34 % du PIB des États-Unis et les créances étrangères sur les États-Unis 41 % de leur PIB.

L'extension de la sphère financière transnationale marque **un nouvel âge du capitalisme,** caractérisé par la prédominance financière sur toutes les autres activités. Le monde transnational, où les distances sont abolies et le temps d'action instantané, c'est d'abord celui de la toute-puissance de l'argent. Les nouvelles technologies de la communication l'ont rendu possible et elles l'ont intensifié. Il a des caractéristiques maintenant bien identifiées. D'abord il est autonome par rapport à la production. Ses transactions n'ont aucun besoin de correspondre à des échanges de marchandises ou de biens réels. Pour un dollar d'échanges réels on compte 40 dollars de transactions financières. Ensuite, il constitue un espace où l'information et ses effets (achats, ventes, engouement, paniques) circulent en continu, 24 heures sur 24, à la vitesse de la lumière. Ces conditions d'autonomie et de fluidité sont l'occasion de prises d'avantages et d'accumulations de profits extraordinairement plus fructueuses que la rentabilité de n'importe quel investissement dans la production. Loin d'être un complot contre qui que ce soit, ces mouvements de capitaux résultent tout simplement de la logique du système. Mais cette logique est négative.

Cette évolution a deux conséquences. D'abord une recomposition mondiale du capitalisme. 80 % des investissements directs à l'étranger ont eu pour but des fusions et acquisitions d'entreprises. Bilan : il y avait à peine 7.000 firmes multinationales en 1973. Elle sont plus de 37.000 en 1995. La monopolisation bat son plein, branche par branche. La puissance est de ce côté. Aujourd'hui vingt sociétés ont un chiffre d'affaires qui dépasse le PIB de 80 États réunis. Le tiers du commerce mondial de biens matériels se réalise entre les filiales de ces firmes. Ensuite voici l'apparition d'une nouvelle espèce d'entreprise : la firme transnationale. Ces firmes se présentent davantage comme un réseau mondial d'unités spécialisées et chacune de ces unités peut travailler pour plusieurs commanditaires.

Cet état de fait crée des crises financières locales (scandale de la Baring's) ou susceptibles de s'étendre à l'ensemble du système financier (krach boursier de 1987, crises monétaires européennes de 1992 et 1993), et pousse à la concentration des opérateurs financiers (banques, sociétés d'assurances ou de réassurances, entreprises d'investissements).

I.1.2 - Les dégâts et les risques de la mondialisation.

Des préoccupations s'expriment chez les travailleurs du secteur public comme du secteur privé mais aussi chez nombre de chefs de petites ou moyennes entreprises et dans une large partie de l'opinion publique. Sans doute se mêlent là une part de fatalisme, les protestations contre les délocalisations et les décisions de déréglementation prises à Bruxelles (transports aériens, télécommunications, électricité, poste), la peur de la dérégulation du marché du travail et de la remise en œuvre du système de protection sociale.

Ces protestations sociales se manifestent en France comme aux quatre coins du monde, tantôt de manière pacifique, tantôt de manière violente.

Aux État-Unis ou au Royaume-Uni, on assiste de manière extrême à la paupérisation et la précarisation des classes moyennes par pression à la baisse sur les salaires des travailleurs non ou peu qualifiés.

La France a été heureusement à l'abri des flambées de violence qu'ont connues la Californie, le Mexique ou la Corée. Mais à chaque usine qui ferme, à chaque investissement qui se délocalise, le personnel touché et la population de la région concernée manifestent leur inquiétude, demandent des garanties de réemploi, attendent des élus qu'ils trouvent des solutions de remplacement crédibles.

Il n'est plus possible et plus tolérable d'expliquer aux travailleurs et à l'opinion publique que les décisions qui les affectent sont "inéluctables", parce que conformes à une donnée économique fondamentale, la mondialisation. **Il faut, face à la tentation du laissez-faire, réaffirmer le primat de l'homme, celui de la volonté politique, le droit au travail, le droit à la protection sociale élevée.** Il faut refuser la délocalisation comme nouveau principe de gestion des entreprises, et en tout cas favoriser les concertations entre partenaires sociaux et avec l'État et les collectivités locales, mettre en œuvre des plans sociaux d'accompagnement, mais aussi encourager les initiatives locales, stimuler l'innovation et l'investissement, rendre plus attractives les conditions d'implantation des investisseurs étrangers.

Ces préoccupations sont fortes et légitimes. En effet :

1 - La globalisation financière avantage la rente, condamne les investissements productifs qui ne dégagent pas une rentabilité suffisante, crée entre les pays une course au moins-disant fiscal en matière d'imposition du capital, en un mot elle pénalise les économies et les entreprises les plus fragiles comme les populations professionnellement moins qualifiées.

2 - Même si les études économiques rétrospectives les plus récentes en relativisent l'impact (moins d'un point de taux de chômage en France), la concurrence des pays à bas salaires apparaît comme un facteur de dégradation de l'emploi, par les délocalisations (en Asie et dans les pays d'Europe centrale et orientale) et les restructurations auxquelles elle conduit dans les secteurs exposés à main-d'œuvre faiblement qualifiée. Il faut donc prendre les reconversions au sérieux, tout en développant les productions correspondant aux besoins d'équipement des pays émergents.

3 - La mondialisation, en privilégiant le capital, en fragilisant le salariat, notamment non qualifié, atteint en particulier les jeunes et les chômeurs, qui sont souvent de longue durée, développe la précarité, ébranle la cohésion sociale, et rend plus difficiles le maintien des solidarités antérieures (les péréquations tarifaires notamment, un des enjeux essentiels pour les services publics) ainsi que le financement des politiques de redistribution. La défense et l'évolution de secteurs protégés (services publics, produits régionaux, distribution, entreprises de services de proximité, aide aux personnes, sécurité, etc.) constituent l'un des facteurs importants de retour au plein-emploi.

4 - La mondialisation des échanges conduit à la dégradation de l'environnement et à la destruction sauvage des ressources naturelles. En effet, la multiplication des échanges par terre ou par mer entraîne des excès dans les modes de transport pour en réduire le coût (pollution des mers ; multiplication du nombre de camions sur les routes). Les déchets eux-mêmes deviennent des marchandises et les plus dangereux sont entreposés dans les pays pauvres.
Emportées dans leur élan purement rentabiliste, les firmes multinationales n'hésitent pas à détruire l'équilibre écologique, économique et social des pays d'accueil : désertification des campagnes, démolition des quartiers ouvriers, des sites historiques et des monuments. La pollution industrielle et le gaspillage des ressources naturelles sont dus au fait que le marché ne facture pas les nuisances subies par les biens collectifs, ni les dégâts occasionnés à long terme. Il faut donc appliquer les principes dégagés par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet de Rio : principe de précaution ; principe pollueur-payeur ; principe de choix de la meilleure technologie pour l'environnement.

5 - La mondialisation se traduit par une remise en cause du pouvoir de régulation de l'Etat-nation.
En effet, la sphère financière façonne inexorablement son environnement. Les facteurs d'interdépendance des économies, la production industrielle, les échanges se mettent au diapason du nouveau modèle dominant d'accumu-

lation du capital. Le reste suit, pan par pan, dans l'ordre juridique, culturel. Et parce que l'intégration économique mondiale s'approfondit sous la houlette de la sphère financière, les moyens de la régulation s'amenuisent en proportion. C'est que les États-nations, éléments de base du système des relations internationales où peuvent se délibérer les règles du jeu, sont démunis quand l'argent transnational parle. Exemple : les fonds de pensions et fonds communs de placements américains et européens concentrent 8.000 milliards de dollars ; mille milliards sont investis en portefeuilles de devises instantanément déplaçables. En face, la Banque de France et la Bundesbank peuvent, au mieux, mobiliser ensemble 300 milliards de dollars.

I.1.3 - L'internationalisme des valeurs contre la mondialisation des intérêts.

Dès le XIXe siècle, le mouvement socialiste naissant a été internationaliste, à la fois parce qu'il y puisait sa force et parce qu'il y portait ses valeurs.

Aujourd'hui, alors que la mondialisation économique, financière ou culturelle se développe, l'internationalisme politique est plus que jamais d'actualité et l'internationale socialiste plus que jamais nécessaire pour promouvoir nos valeurs de solidarité contre l'hégémonie des intérêts.

L'internationale socialiste, qui s'est encore développée ces dernières années, notamment en Europe centrale, en Afrique et en Asie, doit être un lieu privilégié dans lequel le débat sur la régulation peut être mené et où nos propositions peuvent être portées.

I.1.4 - Une régulation déficiente.

Ce double constat sur la mondialisation -donnée de long terme et source de risques- est accentué par les déficiences de la régulation économique internationale, notamment à deux niveaux :

■ **La faillite du système monétaire international. Sans étalon accepté par tous, la gestion d'un système de change se prête à des stratégies de "chacun pour soi" et à la domination des marchés financiers. Créé en 1945 pour stabiliser le système monétaire international,** le système de Bretton-Woods a d'abord permis la stabilité des monnaies, qui fut sans doute une condition importante de la croissance forte des "trente glorieuses".

Le système de taux de change flottants a sans doute à peu près bien fonctionné sur la période 1973-1980, en particulier pour amortir les effets des deux chocs pétroliers. Il a montré ses limites depuis lors et ses effets négatifs se sont amplifiés: absence de symétrie dans les interventions des banques centrales, volatilité très forte des taux de change, taux d'intérêts réels excessifs, prédominance de politiques compétitives.

La plupart des États ressentent la nécessité d'une refondation du système monétaire international. L'expérience de 20 ans de flottement montre que presque toutes les nations tentent de se rapprocher d'un pôle monétaire, que ce soit le dollar ou le noyau dur du SME, c'est-à-dire aujourd'hui le mark.

■ **L'absence de coopération économique internationale.** Les efforts de coordination macro-économique au sein du G7, à l'image des accords du Louvre de 1987, ont débouché sur des résultats fort modestes en raison des oppositions d'intérêts entre les pays participants. La coopération entre les grands pays industrialisés n'a réellement fonctionné que dans la gestion des crises (krach boursier de 1987, crise du peso de l'hiver 1994-95).

Les autres instances de coordination, plus lourdes à manier que le G7 (Comité intérimaire du FMI, OCDE ou forums régionaux), n'encouragent pas davantage les stratégies de coopération entre États.

L'évolution actuelle est préoccupante pour deux raisons :

■ le rôle croissant des nouveaux pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine ne rend que plus urgente la nécessité d'un lieu de concertation entre pays industrialisés et entre ceux-ci et les pays émergents ou en transition (Russie et Chine comprises) ;

■ la constitution d'ensembles régionaux de plus en plus intégrés fait apparaître des besoins accrus de coordination dans de nombreux domaines (surveillance des risques financiers, harmonisation fiscale, protection de l'environnement, préservation d'un bon compromis social et d'une cohésion territoriale suffisante).

Les socialistes ne peuvent considérer la mondialisation comme un phénomène éphémère, qui relèverait du libre-choix de la France, ni au contraire comme une réalité inéluctable, qui ne saurait trouver d'autre réponse que la fuite en avant dans le libéralisme. Nous ne pouvons pas croire que les dégâts sociaux de la mondialisation s'apaiseront d'eux-mêmes, moyennant quelques mesures ciblées, ni rester silencieux sur l'absence d'un véritable système monétaire international ou sur les manques de la coopération internationale.Mais trop souvent, la mondialisation sert de prétexte fallacieux à des politiques néfastes, à des choix erronés.

La mondialisation est, à bien des égards, un progrès. Mais elle fait aussi souffrir la France et l'Europe, fragilisées par le chômage. Dès lors, le fatalisme doit céder à la volonté. La France ne reviendra pas en arrière, vers les solutions des années 60. **Mais elle peut et elle doit choisir sa stratégie d'insertion internationale,** et dire clairement la politique qu'elle entend mener pour la croissance et l'emploi, par elle-même et en Europe, en développant les infrastructures, les ressources humaines, notamment à travers l'éducation, en renforçant la solidarité à l'égard de ceux qui subissent de plein fouet les effets de la mondialisation, et par là en assurant la cohésion sociale.

En somme, la France n'a aucune fatalité à subir. Elle doit choisir son avenir et décider de son destin. La mondialisation inquiète. Pour l'affronter et non la subir, nous affirmons un projet clair, en même temps national et européen.

I.2 - Face à la mondialisation culturelle, refuser l'uniformisation

C'est sans doute dans le domaine de la culture que le processus de mondialisation est le plus spectaculaire. Parallèlement aux progrès de la mondialisation économique, le développement des moyens de transport, l'avènement d'une société de l'image, le développement des technologies de la communication ont amené un essor sans précédent des échanges culturels, favorisé la généralisation d'une culture propre à la jeunesse. Une étape nouvelle dans ce processus se franchit aujourd'hui, avec la constitution d'une société mondiale de l'information : Internet, et surtout le multimédia permettent des échanges interactifs en temps réel qui transforment à la fois l'économie et les modes de vie: dans ce monde, la découverte des autres devient plus facile, les individus peuvent communiquer sans intermédiaire.

Une grande richesse naît de l'intensification des échanges et de la rencontre des cultures : la rencontre des langues, des musiques, des écritures sont source d'imagination et d'invention. ARTE, de ce point de vue, est un réel succès, et l'on s'aperçoit alors que la France et l'Allemagne,

si proches par ailleurs, restent des sociétés culturellement très différentes. **La mondialisation culturelle présente le risque de l'uniformisation** : c'est pourquoi il faut que les États mènent une politique vigoureuse pour encourager la création. C'est parce que la France a su mener, sous les gouvernements socialistes, une politique culturelle forte que les succès hollywoodiens n'empêchent pas le cinéma français d'être créatif et apprécié, que la musique francophone connaît de grands succès, que la langue française attire sans cesse de nouveaux écrivains étrangers, qui, un jour, choisissent d'écrire dans notre langue.

Le risque pour autant n'est pas absent, directement lié à celui d'une domination américaine : là aussi de grandes entreprises transnationales gouvernent le marché de la musique et du cinéma, l'anglais s'impose comme langue de communication mondiale. Les autoroutes de l'information sont, pour l'administration américaine, le moyen d'offrir un grand projet industriel à la société américaine, une nouvelle «nouvelle frontière» qui permet aux États-Unis de doper l'industrie américaine à l'aube du XXIe siècle et de dominer les marchés mondiaux. La mondialisation est ici "marchandisation", et passe par une extension de l'aire et des forces du marché.

Le progrès des technologies de l'information et de la communication tend à transformer progressivement l'organisation économique et sociale de notre société. L'information devient un facteur clef de la compétitivité. Les infos-routes sont devenues une stratégie de conquête pour les pays les plus puissants et les groupes transnationaux pour consolider une suprématie industrielle et commerciale. Face à cet approche marchande, c'est la citoyenneté et la démocratie indissociablement liées à la nature et à l'évolution des systèmes de communications qui sont en danger. Notre réflexion doit s'orienter sur l'exercice libre et raisonné par les individus de leurs droits démocratiques, tout en veillant aux aspects juridiques, éthiques et financiers de la société de l'information.

Il nous est souvent difficile de comprendre **qu'il y a là une logique économique.** La France la première, habituée à penser l'universel, mais à partir de son propre rayonnement culturel ou de sa capacité d'assimilation des autres cultures. Mais aussi l'Europe, qui a "fait le monde". Il ne s'agit pas d'ériger de quelconques barrières infranchissables pour protéger notre culture comme dans une réserve, mais de se donner les moyens, économiques et politiques, de préserver et diffuser nos idées, nos créations. Les socialistes ont été en pointe dans ce combat, trop souvent caricaturé, notamment à l'occasion de la négociation du GATT en 1993. **Une nouvelle forme de colonisation, non plus militaire mais spirituelle et financière, cherche à modeler les esprits sur un modèle unique.** Ce nouveau "modèle culturel" tend à éroder tout ce qui façonne la mémoire des hommes, l'histoire, les paysages, les modes de vie, les langues dans leur diversité, la connaissance du passé. Face à cela, les peuples doivent opposer la volonté de se gouverner par eux-mêmes, affirmer leur identité. Pour nous cela passe par la francophonie, par une coopération active avec les 47 pays qui ont le français en partage.

I.3 - Affirmer une conscience planétaire

En devenant plus proche, notre monde a progressivement pris conscience de défis communs, d'inquiétudes ou d'espérances partagées. L'environnement est au cœur de cette transformation: nul ne crut ceux qui prétendaient que les nuages radioactifs de Tchernobyl se dissiperaient comme par enchantement à nos frontières. Comment ne pas comprendre qu'à travers la détérioration de la couche d'ozone, ou le réchauffement climatique, c'est «notre avenir à tous» qui est en jeu, comme l'a dit le rapport Bruntland, que «notre pays, c'est la planète» ?

Une réponse se dessine à travers ce rapport et a été affirmée lors du Sommet de Rio en 1992 : c'est l'adoption d'un modèle de développement durable, "un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité pour les générations futures de répondre aux leurs".

Le développement durable intègre trois dimensions :

- **écologique** : gérer la planète "patrimoine commun de l'humanité", avec le souci d'éviter toute atteinte irréversible à ce patrimoine ;

- **économique** : ce développement s'inscrit à la fois contre une "croissance zéro" ou un malthusianisme économique" et contre une "croissance sauvage" uniquement économiste et financière ;

- **social** : il implique à la fois l'accès de l'ensemble des populations de la planète à un niveau de bien-être élevé et équilibré et la responsabilisation et la participation des citoyens de chaque pays à ce développement.

Mais au-delà des discours, que de progrès déjà dans notre vie quotidienne, depuis les aérosols sans CFC, respectueux de la couche d'ozone, jusqu'à la préservation de forêts menacées, en passant par une meilleure sensibilité de tous à la valeur de l'eau -qui manque si cruellement dans certaines régions du monde.

Ces progrès, c'est un pas de plus en direction d'un développement durable. C'est aussi une nouvelle conception de la vie et de la démocratie qui prend forme, plus solidaire, plus respectueuse du bien commun et en même temps plus attentive à la souffrance de chacun, à ses droits, à ses espoirs. Aux maux traditionnels (prostitution de femmes, d'hommes et d'enfants ; trafic de drogue, esclavage) s'ajoutent de nouvelles monstruosités telles que la vente d'organes humains dont sont victimes des milliers d'enfants. Le caractère inhumain de ces pratiques va de pair avec le volume croissant des capitaux souterrains qu'elles engendrent.

Le travail des enfants ne peut plus être ignoré, pas davantage que les sévices qu'ils subissent malgré les combats désormais livrés au grand jour. La lutte des femmes pour leurs droits, tant privés que politiques et sociaux, se généralise : quand les femmes ont acquis formation et instruction elles sont mieux à même de maîtriser le nombre d'enfants qu'elles désirent. La raison rejoint ce que la morale exige : l'éducation pour tous, c'est-à-dire aussi pour les filles, pour qu'ensuite partout elles décident de leurs vies, de leur corps, de leur avenir.

Plus généralement, **l'ouverture du monde a signifié une attention accrue aux droits des hommes, prisonniers politiques ou de droit commun, victimes de l'oppression, de l'absence de démocratie.** C'est le monde entier qui se mobilise, avec succès parfois, souvent encore avec des échecs, comme au Nigeria récemment, ou en Chine.

Car les obstacles demeurent. A cette solidarité planétaire naissante, répondent des inquiétudes, et de nouveaux conflits se constituent, de nouveaux clivages apparaissent. La protection de l'environnement est trop souvent perçue dans les pays du Sud comme une contrainte accrue de développement, à laquelle les pays industrialisés se doivent de répondre. La solidarité vis-à-vis des réfugiés victimes de guerre suscite l'in-

quiétude de populations protégées de la violence mais exposées au chômage. Les luttes engagées pour les droits des individus, des femmes algériennes ou birmanes, des enfants asiatiques, des prisonniers chinois, des réfugiés rwandais, paraissent lointaines. Cependant, ce sont à chaque fois des luttes qui disent le refus de l'oppression, qui rappellent que **les droits des hommes comptent autant que les intérêts des États, qu'il n'est pas d'ordre international qui mérite de se payer de l'oubli des individus.**

N'est-ce pas là une des idées forces de l'espérance que doivent porter les socialistes français ? Il nous faut œuvrer à la mise en place de règles internationales, qui seules permettront de faire face à ces défis qui, d'emblée, se posent à l'échelle planétaire, d'une manière qui permette de mieux concilier organisation internationale et espérances individuelles.

I.4 - L'internationalisation des enjeux stratégiques

Nous assistons à la fin d'un monde, héritage des accords de Yalta et Potsdam. Pendant près de cinquante ans, les questions stratégiques ont dominé la scène internationale et ordonné, au nom de la lutte idéologique et d'arguments de sécurité, les rapports entre États. Avec la fin de la guerre froide, symbolisée par la chute du Mur de Berlin, c'est un ordre international fondé sur un affrontement bipolaire, mais aussi un système de résolution des crises qui prend fin.

Aujourd'hui, la nature des risques qui se profilent est multiple. Les rivalités de puissance n'ont assurément pas disparu : en Asie, tout particulièrement, elles sont tenaces, et s'ancrent dans des conflits d'ambitions, celles du Japon, de la Corée, de la Chine, d'autres encore. Les revendications territoriales récurrentes, la volonté de dominer une région en pleine expansion, alimentent des conflits anciens, favorisent la croissance spectaculaire des ventes d'armements dans la région et y encouragent la prolifération nucléaire.

En Europe même, si la menace directe que faisait peser l'Union soviétique a disparu, il serait hasardeux de décréter que les démocraties occidentales, la France en particulier, n'ont plus à se préoccuper de la défense de leur territoire. L'instabilité russe, en particulier, est inquiétante, alors que Moscou reste la capitale de la deuxième puissance nucléaire mondiale et dispose toujours de fortes potentialités de destruction.

Mais la plupart des crises qui sont survenues depuis la chute du Mur de Berlin ne se résument pas, loin de là, à de simples chocs d'ambitions nationales. Quatre éléments, qui souvent s'entrecroisent, caractérisent la situation stratégique actuelle:

■ Tout d'abord, on assiste à la **montée de tensions liées à des revendications identitaires, qu'elles soient nationales, religieuses...** La guerre froide constituait un cadre de référence global, même s'il serait absurde de vouloir relire toute l'histoire des crises et des guerres qui ont agité le monde depuis la dernière guerre mondiale à la seule lumière du conflit américano-soviétique. Dans un monde qui s'est libéré de la logique des blocs mais qui connaît toujours la misère de masse, le sous-développement, l'absence de démocratie, on voit réapparaître les extrémismes qui compliquent le dialogue politique, font basculer de la revendication nationale dans le nationalisme, de l'aspiration identitaire dans le fondamentalisme religieux et encouragent la montée de mouvements qui prospèrent dans l'anti-occidentalisme, comme les mouvements intégristes religieux mais aussi dans la poussée des extrêmes droites.

■ Cette fragmentation stratégique est accentuée par un second phénomène : **la crise de légitimité qui atteint un nombre croissant de régimes en place,** et qui atteint par ricochet, comme en Afrique, l'État lui-même. C'est par exemple la situation de la Russie dont l'identité a toujours été impériale, à la recherche d'elle-même depuis la fin de l'Union soviétique. Ses difficultés internes sont telles, qu'elle pourrait être tentée de les occulter par une politique extérieure plus agressive : la politique menée par Moscou à l'égard de la Tchétchénie prouve que la stabilité de ce grand pays n'est pas encore atteinte et surtout que la route est encore longue pour que s'y mette en place un régime démocratique, respectueux des droits de l'homme et des libertés.

■ De manière générale, **les turbulences stratégiques actuelles renvoient à des crises infra-étatiques, souvent transnationales :** la crise des États ou des régimes favorise les mafias en tous genres, les trafics de drogues ou d'armes. Une véritable internationale du crime s'est mise en place, qui, pour n'être pas nouvelle, a pris une ampleur considérable, par-delà les frontières, jouant de la violence aveugle et terroriste. La dégradation de l'environnement, la raréfaction des ressources naturelles, la désertification, la gestion de l'eau sont autant de facteurs qui, sans en être forcément la cause directe, peuvent être l'étincelle qui déclenche de nouvelles formes de conflits.

■ Ce contexte aboutit à ce que les démocraties occidentales ne sont plus dans l'immédiat confrontées à des menaces directes contre leurs territoires. C'est une grande chance : la paix en Europe est le grand acquis de l'après-guerre et de la construction européenne. Les menaces issues de l'extérieur apparaissent pour l'heure très diminuées. **La prolifération d'armements de destruction massive risque de faire peser des menaces nouvelles** au Moyen-Orient et en Asie principalement. Après la guerre du Golfe, c'est surtout le conflit qui a ravagé l'ex-Yougoslavie, provoqué par la politique nationaliste du gouvernement serbe et des dirigeants serbes de Bosnie qui a dominé ces dernières années et mis en lumière **les défis auxquels nous sommes confrontés : la stabilité régionale et la défense des valeurs qui sont les nôtres.** Ce qui se jouait en Bosnie, c'est la défense des valeurs que prônent collectivement les démocraties occidentales face à la réalité de la purification ethnique, et la paix du continent.

Les États sont de plus en plus rarement confrontés à des menaces qui les concernent seuls. Les États-Unis ne peuvent assurer la stabilité internationale, car ils n'en ont ni la capacité, ni la légitimité. Ils n'ont pas abandonné l'idée d'exercer le leadership mondial, mais leur vision du monde est désormais que celui-ci "soit favorable aux intérêts américains et compatible avec les valeurs américaines", celle d'une "Amérique de marchés ouverts et de sociétés ouvertes" pour reprendre une formule du secrétaire d'État américain Warren Christopher. Les États-Unis n'interviendront que si leurs propres intérêts stratégiques sont mis en cause.

Il est donc urgent de mettre en place des instruments adaptés à une gestion collective des risques qu'aucun État ne peut prendre en charge seul. Mais le conflit d'ex-Yougoslavie a montré le chemin à parcourir encore pour mettre en place des structures d'action collective. L'ONU, tiraillée entre les craintes de ses États membres et ses propres pesanteurs, n'a pu souvent qu'assister, impuissante, à la violation de ses propres résolutions. Le développement de l'aide humanitaire, au cours des années passées, est spectaculaire. Il traduit l'extraordinaire solidarité qui unit les hommes dans les situations de crise. Mais ces actions, nécessaires, ne peuvent se substituer à des solutions politiques. A défaut de les imaginer, nous risquons de favoriser ce que nous craignons : le repli, la fragmentation. La France ne serait pas fidèle à ses idéaux si elle choisissait de se désintéresser du monde ; les socialistes ne seraient pas fidèles à leur engagement international s'ils acceptaient la perspective d'un tel repli, d'un tel déclin, ni s'ils se résignaient à un monde sans régulation.

I.5 - Pour une régulation mondiale

I.5.1 - Un nouveau système économique et monétaire mondial.

En 1945, tirant les leçons de la grande crise, les pays de la communauté internationale ont mis en place, à Bretton Woods, un système de régulation économique et monétaire internationale. Ce système a fonctionné jusqu'en 1971, date à laquelle prit fin la convertibilité or du dollar. Depuis, il ne nous reste que les institutions internationales qui avaient été créées pour structurer le système : le FMI, la Banque mondiale notamment.

Face au désordre économique et monétaire international, nous affirmons notre volonté de proposer un nouveau système de régulation, comme en son temps celui de Bretton Woods, c'est-à-dire l'édification, la reconstruction d'un système économique et monétaire mondial autour d'institutions internationales fortes. Cette affirmation, nous le savons, n'emportera pas sans difficulté la conviction de nos partenaires.

La difficulté tient aux rapports de force au sein de la Triade (États-Unis, Sud-Est asiatique, Europe), et au sein même de chaque composante de celle-ci. En théorie, la coopération entre les trois pôles existe et devrait permette l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial favorable à l'épargne et à l'investissement. En pratique, les égoïsmes continentaux et nationaux empêchent de dépasser le stade du verbe, sauf en cas de crise de système. Le redressement spectaculaire de l'économie américaine, la crise de mutation que connaît l'économie japonaise créent peut-être des conditions favorables pour prendre des initiatives.

Ce constat pourrait également porter sur la volatilité excessive des taux d'intérêt et de change et sur l'écart croissant qui se creuse entre les pays émergents qui ont accès au marché mondial des capitaux et les pays en développement qui restent pour l'essentiel en marge.

Dans ce contexte, notre premier objectif doit être de bâtir l'Europe, de la transformer en une Europe puissante. Il conviendrait ensuite d'élaborer avec nos partenaires un diagnostic commun sur le déficit de régulation de l'économie mondiale et sur l'opportunité de prendre au niveau européen des initiatives pour encourager une plus grande coopération entre les principaux partenaires.

Les propositions regroupées autour de l'expression d'un **"nouveau Bretton-Woods"** portent sur les éléments suivants :

■ **La monnaie.** Il est irréaliste de penser que les conditions sont réunies pour revenir au niveau mondial au régime des changes fixes d'avant 1971. Mais on peut, et même il est de l'intérêt de l'Europe et de l'ensemble de l'économie mondiale, d'utiliser l'Union monétaire européenne comme un pôle de stabilisation du système monétaire international.

L'article 109 du traité de Maastricht a prévu que la politique de change européenne appartiendrait en dernier ressort au conseil des ministres de l'Économie en liaison étroite avec la Banque centrale européenne. Il faudra livrer une autre bataille politique pour imposer pratiquement notre volonté d'une plus grande stabilité des changes au plan mondial. La recherche d'un système plus coopératif reste largement une spécificité française, alors qu'elle doit devenir une ambition européenne. Nous voulons engager l'Europe dans le combat pour un retour aux parités fixes, ou tout au moins à un véritable système de régulation.

■ **Le commerce.** Un pas important a été franchi avec la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais cette nouvelle organisation internationale, dont le principe figurait déjà dans les accords de Bretton-Woods, doit échapper à la pesanteur des lourdes machineries "onusiennes". Il faut très vite poser le problème d'un Conseil exécutif plus léger, fonctionnant sur la base d'une représentation de chaque partenaire en fonction de son poids dans le commerce mondial. Il faut aussi s'assurer que les États-Unis respectent pleinement la nouvelle procédure de règlement des différends et qu'ils participent pleinement à tous les accords multilatéraux, y compris le récent accord sur les services financiers conclu en Juillet 1995 à Genève. Il faut enfin rendre crédible l'OMC dans le traitement des nouveaux sujets (investissement direct étranger, dumping social, politique de concurrence, environnement, droits intellectuels).

■ **Le droit social.** Ne nous y trompons pas. La monnaie, les marchés ne sont que des moyens, des mécanismes dominés trop souvent par la loi du plus fort et qui, aujourd'hui, doivent être complétés par des contrepoids qui prennent en compte les valeurs sociales (le droit social) et celles relatives à l'intérêt général (l'environnement).

Il s'agit de bâtir les relations économiques internationales sur le respect des droits fondamentaux des travailleurs, d'empêcher le "dumping social" par l'exploitation de la main-d'œuvre corvéable, notamment des femmes, des enfants, des prisonniers. Notre souhait est que tous les pays européens puissent parler d'une seule voix au sein de la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'OIT est la seule des organisations internationales à avoir des mandants, non pas seulement de gouvernements mais aussi des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs. Pour contribuer à faire reculer le travail des millions d'enfants ; à promouvoir les droits syndicaux, à favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, il conviendra d'élargir les pouvoirs de l'OIT afin de la rendre plus efficaces. Partout doit finir par s'imposer l'idée d'un salaire minimum et celle de droits sociaux dérivés du travail.

Le temps est venu d'envisager la négociation des contrats sociaux européens, qui préfigureront un nouveau droit social, d'abord européen puis mondial.

■ **Le droit environnemental.** Le marché sacrifie le plus souvent les biens considérés à tort comme gratuits et il arbitre en faveur du court terme. Or le facteur de production "nature" n'est pas gratuit, mais les dégâts de sa destruction ne sont pas subis par ceux qui tirent profit de celle-ci.

Il est donc clair que le commerce international doit s'accompagner de l'application très forte des principes pollueur-payeur, et que, partout dans le monde, l'utilisation des ressources naturelles doit être facturée.

■ **Le contrôle des métiers financiers.** L'internationalisation des activités financières a affaibli les garanties nationales contre les faillites d'opérateurs financiers, mais a suscité en même temps le besoin de nouvelles garanties. Il est donc important de développer la coopération internationale entre autorités de contrôle des différents métiers financiers (banques, assurances, services d'investissement) grâce à des échanges d'information plus facile et à des règles en matière de solvabilité harmonisées. Le contrôle sur les opérateurs financiers constitue, en situation de mobilité complète du capital, la meilleure garantie pour les épargnants.

■ **La lutte contre les mouvements de capitaux spéculatifs.** Lionel Jospin, dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle, a proposé l'instauration d'une taxe sur les transactions spéculatives. Pour être efficace, elle doit représenter 1°/00 des capitaux, être facile à percevoir et universelle. Le produit viendrait alimenter les réserves de la Banque centrale du pays d'origine de l'initiateur de la transaction.

Cette proposition devrait d'abord être discutée au sein de la Communauté, puis à l'OCDE.

■ **Les politiques de coopération** sont importantes, et il est souhaitable d'améliorer leur efficacité grâce à une meilleure coordination des plans communautaire, plurilatéral et multilatéral (cf. les enjeux du processus de paix au Proche-Orient et de la reconstruction en ex-Yougoslavie, ou encore l'aide à l'Afrique, continent en voie de marginalisation).

Il faudrait réorienter les priorités des politiques d'aide publique, y compris celles du FMI et de la Banque mondiale, vers le développement humain et le développement économique durable et la réduction des inégalités et non plus vers le soutien exclusif des exportateurs. L'objectif quantitatif en matière d'Aide publique au développement (0,7 % du PIB) doit être intimement lié à des objectifs qualitatifs et à un principe selon lequel le principal donateur se voit confier la coordination des aides à un même bénéficiaire.

La France et l'Union européenne devront se doter des instruments nécessaires pour contrôler l'usage qui est fait des aides versées aux pays en voie de développement. Leur attribution doit respecter les grands principes démocratiques qui régissent la vie politique et sociale.

I-5.2 - Faire face aux crises.

Les crises auxquelles la communauté internationale est confrontée depuis la fin de la guerre froide montrent que les **instruments** dont elle dispose pour y faire face sont **insuffisants ou inadaptés.** Après les espoirs soulevés par la fin du système Est-Ouest, qui devait déboucher sur un monde organisé par le droit et non plus par la force, les désillusions sont vives, et se reportent contre l'Organisation des Nations Unies, incapable, selon certains, d'assumer sa mission. On comprend leur amertume, lorsque l'on se rappelle le sort des enclaves dites de sécurité en Bosnie, l'échec de l'opération somalienne, les atermoiements devant les massacres au Rwanda. On comprend leurs regrets alors que la liste des mauvais payeurs s'allonge : les États-Unis doivent plus de 1 Mds de dollars à l'organisation, ce qui représente 25% de son budget !

Même si la critique de l'ONU est souvent un moyen facile de ne pas examiner les responsabilités des États membres, en particulier du conseil de sécurité, des réformes s'imposent.

Les socialistes ont toujours lutté pour la mise en place d'un système de sécurité collective. **Au-delà de ses imperfections, l'ONU constitue un instrument irremplaçable dans un contexte dominé par les tentations de repli, de fuite, de refus des responsabilités, pour apporter des réponses de solidarité aux problèmes nés de la mondialisation.**

Le grand atout de l'ONU est sa légitimité incontestée. Il est aussi de ne pas se concentrer exclusivement sur les facteurs militaires : c'est l'ONU qui a organisé le sommet de la Terre à Rio, la conférence sur la condition de la femme à Pékin, celle de Copenhague sur les enjeux sociaux ou encore celle sur la démographie au Caire. Cela constitue un carrefour d'expériences et d'engagements qui représente une chance extraordinaire. Les résultats sont loin d'être négligeables. Mais des réformes profondes s'imposent, dans quatre directions.

■ **La première est de proposer la création d'un conseil de sécurité économique.** Nous connaissons en effet les apports et les limites des institutions économiques existantes -FMI, OMC, BIT, Banque mondiale, OCDE- ou de rencontres comme le G7. Il ne s'agit en rien de les supprimer mais de traiter le développement économique comme l'un des facteurs essentiels pouvant contribuer à la paix. La nécessité se fait sentir d'une discussion globale sur l'économie mondiale, incluant tous les paramètres de son évolution : la démographie, la monnaie, les flux financiers, les échanges commerciaux, les transferts de technologie... avec toutes leurs conséquences politiques, économiques et sociales.

Il s'agirait dans une première étape de réunir, une fois par an au niveau des chefs d'État et de gouvernement, deux fois par an, à l'échelon des ministres de l'Économie, les grandes nations, membres de l'actuel G7, mais aussi la Chine, l'Inde, la Russie, ainsi que les présidents en exercice des grandes organisations régionales (Afrique, Amérique latine, Asie, Pacifique). Il leur reviendrait d'examiner l'état du monde, d'évaluer les interdépendances qui s'accroissent entre les nations, les liens qui existent entre les différents problèmes posés. A terme, un tel forum devrait être institutionnalisé.

Bien entendu, cette suggestion se heurtera aux réticences des grandes nations industrialisées, membres du G7. Et pourtant, l'expérience a prouvé que celles-ci n'étaient pas en mesure d'apporter, à elles seules, des réponses susceptibles de réduire les désordres économiques qui affectent notre planète. De nouvelles formes de concertation doivent se mettre en place, qui englobent toutes les parties du monde, qui permettent de dégager, peu à peu et d'une manière pragmatique, des solutions à la fois efficaces et satisfaisantes pour tous. Car l'humanité va au-devant des plus grands périls si elle n'est pas capable d'assurer les grands équilibres humains, alimentaires et naturels, d'apporter des réponses solidaires aux problèmes nés de la mondialisation, de lutter, dans toute la mesure du possible, contre les déséquilibres structurels et les inégalités insupportables, tous facteurs qui menacent la paix dans le monde.

Ainsi, progressivement, des règles nouvelles pourraient être établies, des formes nouvelles d'action mondiale pourraient être inventées, puis mises en œuvre.

■ la seconde est de **s'engager résolument dans la voie de la réforme du Conseil de Sécurité,** dont les membres permanents ne représentent plus la réalité du monde. Si l'entrée de l'Allemagne et du Japon paraît désormais s'imposer à tous, il ne faut pas limiter la liste des membres permanents du Conseil à un club de pays industrialisés.

■ la troisième est de **reconnaître à part entière l'objectif de la prévention des crises.** En particulier, il s'agit de mettre en place une véritable diplomatie préventive en favorisant notamment la généralisation des dispositifs de confiance et de sécurité, à l'instar de ce qui s'est fait à travers l'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe.

Le développement de la diplomatie préventive passe aussi par la reconnaissance d'une politique d'ingérence, qui ne se limite pas aux cas de catastrophes humanitaires.

Les Etats ne doivent pas, au nom de leurs intérêts ou de leurs ambitions, être à même de bafouer ouvertement les droits de leurs ressortissants, d'écraser les sociétés.

■ Enfin, **une politique de prévention ne peut être efficace que si elle est directement liée à une politique d'intervention** : les socialistes n'entendent évidemment pas prôner l'interventionnisme militaire tous azimuts. Mais la prévention des crises, pour être efficace, suppose qu'elle s'appuie sur des moyens d'action concrets, y compris militaires. Dans cet esprit, le principal défi de la période à venir est de **réconcilier diplomatie préventive et intervention au besoin militaire, en redéfinissant les principes du rétablissement de la paix (Chapitre VII de la Charte de l'ONU).**

Ainsi, de nouvelles règles du jeu pourront s'établir, qui permettront de nouvelles formes d'action mondiale, plus responsables, plus respectueuses des hommes, plus solidaires. Mais toutes ces réformes ne suffiront pas si, sur le terrain, les acteurs régionaux ne s'impliquent pas, ou ne disposent pas des moyens de s'impliquer. La principale difficulté à laquelle se heurtent les politiques mondiales est qu'elles apparaissent loin des réalités locales, ou trop sélectives par faute de moyens. Il faut donc les relayer à l'échelle régionale, d'autant plus que seul l'enracinement local rend les politiques légitimes. Dans ce mouvement, l'Europe a été pionnière.

La mise en place de mécanismes de régulation mondiale est une nécessité ; elle appelle un prolongement dans des organisations régionales structurées, capables de peser à l'échelle mondiale.

Construire un esp
pour la France dans

II.1 - Redonner du sens à l'Europe

II.1.1 - Oui à l'Europe.

Nous demeurons, aujourd'hui comme hier, des partisans déterminés de la cause européenne. La fidélité à notre histoire peut l'expliquer : le socialisme a toujours été internationaliste, le socialisme a toujours été européen. Mais d'autres arguments doivent être aussi invoqués.

D'abord, nous sommes convaincus que **l'Europe a un modèle de civilisation à affirmer.** Démocratie politique, développement économique, solidarité sociale, diversité culturelle, tels en sont les piliers. Ils nous sont communs, au-delà des différences linguistiques ou des différends historiques. Ils ne peuvent être défendus que collectivement dans un monde où la démographie diminue chaque décennie notre poids relatif.

Ensuite, nous n'oublions pas les acquis immenses de l'Europe communautaire. Après 1870, après 1914, après 1940, le défi de l'Europe s'imposait comme une évidence : garantir la paix. Cinquante ans après, ce défi a été relevé. Mieux, et autour du couple franco-allemand bien souvent, le bilan a été au-delà : l'Union européenne a contribué à enraciner la démocratie chez ses nouveaux membres ; elle a été un pôle de développement, notamment par l'augmentation des échanges entre ses États membres ; elle a été une zone de solidarité, notamment entre les régions les plus riches et les plus pauvres. Sous les deux septennats de François Mitterrand, la construction européenne a beaucoup avancé. Et, s'il fallait une seule preuve de ces avancées de l'Union européenne, il suffirait de constater l'attractivité dont elle fait preuve.

Enfin, nous pensons que la mondialisation impose la construction de grands ensembles et que la compétition économique oblige à regrouper ses forces.

II.1.2 - Non à l'Europe libérale.

Pourtant, l'Europe doit changer, car de plus en plus, l'Europe ne fait plus sens. Pire encore, de plus en plus, elle est perçue comme le cheval de Troie d'une mondialisation libérale.

Pourquoi ? Parce que la déréglementation l'a emporté sur les politiques communes nécessaires pour encadrer le Marché unique. Parce que le rapprochement des législations a quelquefois dérapé vers une uniformisation ignorante des traditions et des spécificités culturelles. Parce que la monnaie a été portée au pinacle et qu'aucune politique active pour soutenir la croissance et donner la priorité à l'emploi n'a été mise en œuvre.

Nous ne nous résignons pas à cette évolution. Nous considérons que le traité de Maastricht n'a constitué qu'un moment et doit être dépassé. Maastricht a été adopté par le peuple français et ratifié par l'ensemble de nos partenaires européens. Cette affaire est derrière nous. Si, à l'époque, franchir cette étape était important pour l'Europe, nous connaissons mieux que quiconque les faiblesses du Traité.

Il marque à la fois l'aboutissement du projet originaire du marché économique commun, par la mise en place de la monnaie unique qui en est l'ultime instrument et les premières pierres d'une ambition européenne supérieure, celle d'une Union européenne ayant la capacité de développer un modèle social. Force est de constater, depuis l'approbation du Traité, que si son volet économique se déroule comme prévu, en matière d'Europe sociale et politique, les progrès ont été très faibles.

Aujourd'hui, nous sentons l'urgence qu'il y a à dépasser Maastricht. Nous croyons profondément que les deux prochaines pierres de la construction européenne doivent être **sociale et citoyenne** sous peine de mettre en péril tout l'édifice.

Nous voulons que, demain, d'autres dimensions soient prises en compte : l'emploi, le social, les services publics, la démocratie, la citoyenneté, la défense. A défaut, c'est la construction européenne elle-même qui court les plus grands dangers et risque de se voir rejetée par les peuples.

II.1.3 - Pour une Europe fondée sur des valeurs.

Des échéances décisives nous attendent pour infléchir la construction européenne : la Conférence intergouvernementale en 1996 et 1997 ; l'Union économique et monétaire en 1998 et 1999 ; l'élargissement de l'Union européenne à partir de 1999 ; la négociation sur les ressources financières de l'Union en 1999 et en l'an 2000. **Dans moins de cinq ans, le visage de l'Europe sera dessiné pour de nombreuses années.** C'est aujourd'hui que nous devons préciser quels sont nos grands choix stratégiques.

La droite française au gouvernement a la charge de conduire les négociations sur la Conférence intergouvernementale. Or, paralysée par ses ambiguïtés, incapable d'initiatives, traversée de contradictions, la droite est aujourd'hui silencieuse. Sa vision de l'Europe pourrait se contenter d'un compromis minimal.

Nous plaidons au contraire pour une Conférence intergouvernementale ambitieuse. D'une part, parce que l'élargissement doit être précédé d'une réforme institutionnelle profonde. D'autre part, parce que la réalisation de la monnaie unique doit s'accompagner d'une contrepartie politique forte. Ce sont là, pour nous, des impératifs.

L'Union européenne doit retrouver du sens. Il y a cinquante ans, ce sens s'imposait d'évidence : il s'agissait de rendre la guerre impossible et impensable. Aujourd'hui, la crainte la plus grande et la plus immédiate des Européens concerne le chômage, la précarité, la pauvreté, l'avenir de la protection sociale. C'est à partir de ces inquiétudes légitimes que doit être construit le projet européen. **C'est à partir de l'affirmation d'une politique économique et sociale de gauche, pour la croissance et l'emploi, en France et en Europe, de la définition d'un contrat social européen, de la construction d'une puissance pour le XXIe siècle, d'une Europe pleinement politique que nous voulons élaborer ce projet.** Le temps est venu où le projet consenti doit prendre le dessus sur la logique des petits pas institutionnels, fût-ce au risque d'un difficile débat. Ce débat, les socialistes sont prêts à le mener.

ace de civilisation
ne Europe-puissance

II.2 - Une politique économique et sociale de gauche, pour la croissance et l'emploi, en France et en Europe

II.2.1 - Refuser le chômage de masse.

Malgré ses acquis considérables, le processus d'intégration européenne n'est plus perçu comme porteur de progrès économique et social. **La raison en est simple : le chômage de masse touche toute l'Europe.**

Il existe en effet une étroite corrélation entre l'évolution des taux de chômage en France et en Europe. Sans doute les niveaux diffèrent-ils d'un pays à l'autre, tout comme ils diffèrent entre les régions d'une même nation, mais toutes les courbes montrent une inexorable tendance à la hausse depuis les taux très faibles des années 60 jusqu'au chômage de masse que nous connaissons aujourd'hui. Et cette évolution résulte principalement de l'incapacité à mettre en œuvre en Europe des politiques concertées de croissance.

Chacune des grandes récessions de l'économie mondiale s'est traduite en Europe par une augmentation massive du chômage qui n'a pu être résorbé dans les phases de reprise ultérieures.

Si, contrairement à l'Europe, les États-Unis sont revenus à un taux de chômage faible -au prix de nombre d'emplois précaires et mal rémunérés- c'est qu'ils ont pu maintenir une croissance très supérieure à leur croissance potentielle, après chacune des récessions. Or cette croissance n'est pas tombée du ciel, elle fut le résultat d'une relance budgétaire massive dans les années 80 et d'une relance monétaire tout aussi massive en 1992-1993. Si les États-Unis n'étaient qu'un grand marché au sein duquel 52 États indépendants disposaient chacun de sa politique budgétaire et monétaire, seraient-ils sortis aussi facilement de ces deux récessions ? Le problème fondamental auquel sont confrontées les nations européennes est la contradiction entre les politiques de relance menées par certains et les politiques de rigueur menées par d'autres. Sans organisation de la politique économique en Europe, ce sont les secondes qui prédominent et conduisent à prolonger les phases de stagnation.

Or ce biais restrictif des politiques économiques est inévitable si l'Europe n'est qu'un ensemble de nations totalement indépendantes dans leurs choix politiques, mais dont les économies sont fortement interdépendantes.

Dans un tel contexte, aucune nation n'est incitée à prendre le risque d'une politique expansionniste isolée dont elle est seule à supporter les coûts alors que tous ses partenaires en bénéficient. De même, le "Livre blanc" de la Commission sur l'initiative concertée de croissance n'a pas à ce jour reçu de début de réalisation. A cet égard, on peut déplorer que les gouvernements, et au premier chef Jacques Chirac et Alain Juppé en France, tiennent pour lettre morte les décisions successives des conseils européens sur le financement des grands réseaux.

L'Union économique et monétaire a pour finalité d'organiser les politiques économiques des États membres participants. **Mais sans institutions susceptibles de prendre en charge les intérêts communs à l'ensemble des Etats membres concernés, l'organisation des politiques économiques risque fort de rester un vœu pieux.** D'où la nécessité urgente de retrouver une cohérence entre intégration économique et intégration politique.

II.2.2 - Les choix stratégiques possibles.

Ils se ramènent à quatre :

■ ***La stratégie protectionniste.***

Cette stratégie n'a plus aujourd'hui beaucoup de défenseurs en France, non plus d'ailleurs qu'aux États-Unis pour des raisons similaires. Au début des années 80, la relance française, faite alors que l'économie mondiale était en récession et alors que l'appareil productif français était vieilli, avait provoqué une dégradation brutale de notre commerce extérieur. De même, aux États-Unis, l'appréciation du dollar avait creusé le déficit commercial américain avec le reste du monde et fait naître une abondante littérature économique sur les avantages et les inconvénients des mesures restrictives à l'importation.

Aujourd'hui, la France n'a pas de problème de commerce extérieur. Elle a dégagé en 1995 un excédent commercial supérieur à 100 MdF, aidée, il est vrai, par la faiblesse de la demande intérieure. Les États-Unis ont retrouvé leur leadership technologique et déploient une stratégie politico-commerciale et monétaire très agressive sur les marchés extérieurs qui se traduit par exemple par la réduction progressive du déficit commercial avec le Japon.

Faut-il donc considérer que la compétitivité extérieure de l'économie française, le renforcement des règles et disciplines multilatérales et la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce créent les conditions d'une renonciation définitive à la stratégie protectionniste ?

Nous ne pouvons et ne voulons pas retenir cette stratégie comme politique générale, mais nous n'avons aucune raison de renoncer à utiliser, chaque fois que cela est nécessaire, les instruments de politique commerciale (clause de sauvegarde communautaire, droits compensateurs, droits anti-dumping, sélectivité des avantages tarifaires en fonction de l'existence ou non de dumping social). La Commission européenne doit être accessible aux arguments économiques et juridiques mis en avant par l'État français ou le secteur concerné ; les procédures d'instruction et de décision peuvent être améliorées. **Encore faut-il exiger que les États-Unis acceptent de soumettre complètement leur arsenal de défense commerciale aux nouvelles règles de l'OMC, à défaut de quoi -et c'est l'hypothèse la plus vraisemblable- la Communauté devra se doter des mêmes armes (section super 301 et ensemble des dispositions du Trade Act).**

■ ***La stratégie d'autonomie sans monnaie unique.***

Cette stratégie alternative consiste à jouer une carte d'insertion individuelle dans une économie mondiale dont on renonce a priori à influencer les principes de fonctionnement, mais dont on cherche à tirer parti, y compris le cas échéant par des politiques de dévaluation. La rationalité sous-jacente à cette approche est que, dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, la "compétition entre les règles" est plus profitable à celui qui la même que la coopération. Le Royaume-Uni est tenté par cette stratégie solitaire.

Une stratégie d'insertion individuelle dans la concurrence internationale est relativement aisée pour des nations dont le développement repose sur le rattrapage d'un retard de développement. Bénéficiant d'un avantage comparatif déterminant dans la concurrence internationale - un faible coût salarial -, leur croissance repose pour l'essentiel sur une stimulation de l'offre qui, par nature, ne nécessite aucune coordination. Mais le niveau de développement et d'interdépendance des économies européennes ne se prête pas à une généralisation d'une stratégie individuelle qui ne peut se faire qu'au détriment des partenaires et du niveau de protection sociale : dévaluations compétitives, dumping social ou exploitation d'un comportement isolé (fiscalité du capital au Luxembourg, secret bancaire en Suisse).

Cette stratégie implique qu'on renonce à participer au débat mondial. Nous ne le voulons pas. Mais surtout, elle supposerait un alignement intégral sur le libéralisme, avec toutes ses conséquences sur le marché du travail, la protection sociale, les services publics. Nous ne le voulons pas non plus.

■ ***La stratégie libérale.***

Les tenants de cette approche pourraient donc dire qu'en organisant la déréglementation des services publics en Europe, en poursuivant la réforme de la PAC par une baisse des prix au rythme des gains de productivité, en privatisant les entreprises publiques, on donnerait à l'économie française les moyens d'améliorer sa compétitivité intrinsèque, d'attirer des investisseurs étrangers, de réaliser des économies d'échelle.
Mais le coût social de cette politique est très élevé. Les exemples américain et britannique montrent qu'elle n'est pas acceptable.

La stratégie libérale conduirait à un alignement sur le modèle de développement américain, aggraverait le coût social des adaptations au point de les rendre insupportables, ce qui la disqualifie.

■ ***L'appui sur l'Europe.***

La France ne peut et ne doit pas affronter seule la mondialisation compte tenu de l'état d'avancement du processus d'intégration des économies de la communauté et des acquis des politiques communes.

L'Europe est bien la voie la plus naturelle et la plus prometteuse pour peser dans la mondialisation. Elle est le meilleur moyen de continuer à réaliser des économies d'échelle dans un marché unique de plus en plus efficient, d'œuvrer à la correction du déficit de régulation dont souffre l'économie mondiale, de lutter contre les dangers sociaux de la mondialisation, en un mot de se défendre contre les stratégies agressives de ses grands partenaires.

L'Europe permet de trouver un équilibre entre compétition et coopération, entre concurrence et solidarité. Encore faut-il que cet objectif soit partagé par une majorité d'États membres, voire par l'ensemble de nos partenaires. Pour imposer des stratégies coopératives aux autres partenaires, la Communauté doit se comporter comme une puissance et non comme un ectoplasme. Elle doit parler d'une seule voix et disposer de procédures de décision efficaces pour permettre l'expression d'une position commune cohérente dans les grands débats économiques avec ses partenaires extérieurs. **Elle doit donc s'organiser dans la bataille économique mondiale.** A cet égard, l'expérience de la PAC, malgré de nombreuses imperfections, peut être considérée comme une expérience probante d'une politique économique menée au niveau européen.

Au total, l'appui sur l'Europe est le seul scénario crédible. Mais nous ne voulons pas n'importe quelle Europe. Le modèle européen est le seul qui concilie démocratie, marché et cohésion sociale. Nous avons le devoir de le défendre. Nous devons muscler l'Europe face à la mondialisation et non pas chercher à l'affaiblir. Nous devons travailler avec nos partenaires sociaux-démocrates à ce que l'Europe affirme sa volonté et dispose des moyens nécessaires pour s'opposer aux effets dévastateurs de la mondialisation qui menacent les mécanismes de stabilisation sociale.

II.2.3 - Une Europe de la croissance forte.

Nous voulons une Europe qui retrouve une croissance forte et un développement durable, et qui préserve les systèmes de protection sociale.

Les tenants de "l'autre politique" s'emploient à démontrer que cet objectif est hors d'atteinte si l'on reste dans la démarche arrêtée à Maastricht. Ce débat n'est plus d'actualité aujourd'hui, alors que l'Allemagne a les plus bas taux d'intérêt nominaux en Europe. L'écart des taux courts qui subsiste à notre détriment doit être d'abord recherché dans le manque de clarté des choix de la politique économique française. C'est pourquoi nous préconisons **une politique de relance concertée au niveau européen.** L'Europe est en effet le seul espace pertinent pour un changement de dimension indispensable, qui peut permettre de retrouver l'esprit -et non la lettre - des remèdes préconisés par Keynes pendant la "grande crise". Le rapport Delors sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, et les analyses formulées à cette occasion par de nombreux économistes suggéraient fortement en 1992 une initiative de croissance européenne fondée sur l'action publique.

Dans le même esprit, nous proposons le lancement d'un grand emprunt de l'Union, seul agent public à ne pas être endetté, pour financer des grands travaux d'infrastructure, de communication et de rénovation des banlieues, qui est la condition nécessaire pour permettre la création de millions d'emplois en Europe et retrouver le chemin de la croissance et du développement durables.

En fait, l'UEM peut nous permettre de sortir du dilemme monétaire dans lequel la France est enfermée depuis 25 ans : monnaie faible ou taux excessifs. Avec le passage à la monnaie unique, nous pourrons toucher les dividendes des efforts de convergence nominale et de désinflation, auxquels l'objectif de stabilité des changes nous a naturellement conduits.

II.2.4 - La monnaie unique : un outil au service d'un véritable projet économique et politique.

Les socialistes renouvellent leur engagement en faveur de la monnaie unique, dès 1999, non pas comme une fin en soi, mais dans la perspective d'un véritable projet économique et politique. Les avantages de la monnaie unique -éradication de la spéculation sur les monnaies européennes, baisse des taux d'intérêt, création d'une zone monétaire optimale en Europe, possibilité de refondation du système monétaire international sur la base de taux de change plus stables- l'emportent en effet, et de loin, sur ses inconvénients, dès lors que cette construction ne sacrifie pas au monétarisme, c'est-à-dire à la dévolution pure et simple du pouvoir monétaire aux gouverneurs de banques centrales. La monnaie unique est en outre souhaitée dans de nombreux secteurs qui ont eu récemment à souffrir des dévaluations compétitives de la lire et de la peseta, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la pêche ou du textile. Ce choix suppose de trancher trois débats.

■ ***Les critères et le calendrier.***

Rappelons que chacun des cinq critères (taux d'inflation, taux d'intérêt, taux de change, déficit et endettement publics) tend simplement à mesurer la bonne gestion des monnaies nationales et le processus de convergence avec les autres monnaies nationales.

La France, chacun le sait, aura beaucoup de mal à ramener à 3 % du PIB à la fin de l'année 1997 ses déficits publics. Même l'Allemagne est passée au-dessus de la barre des 3 %, ce qui met fin, provisoirement sans doute, à la surenchère sur le pacte de stabilité budgétaire (consistant à ramener après le passage à l'euro, le déficit budgétaire

moyen à 1 % du PIB) : **pour l'avenir, nous refusons le durcissement des critères au cours de la troisième phase,** qui serait nuisible au développement économique et social de l'Europe.

La décision de passer -ou non- à la monnaie unique sera une décision politique. Elle sera fondée sur l'examen, éventuellement en tendance, des critères de convergence, et notamment des critères budgétaires et d'endettement public, mais aussi sur l'exigence de preuves sociales. **Il nous semble indispensable d'affirmer la priorité à accorder à l'emploi dans les objectifs de politique économique.** La politique de l'emploi devrait devenir une politique européenne à part entière, en regroupant dans un seul et même chapitre les dispositions éparses qui se trouvent déjà dans le Traité (un niveau d'emploi et de protection sociale élevé fait partie des objectifs de la Communauté énoncés à l'article 2 du Traité CE à la réalisation desquels le système européen de banques centrales devra apporter sa contribution conformément à l'article 105 du Traité CE). **Nous proposons que la mise en œuvre de l'UEM incorpore un objectif de création d'emplois, voire de retour au plein emploi. Ce point pourrait figurer dans une plate-forme sociale-démocrate.**

■ ***Le nombre de partenaires.***

La logique de l'UEM et de son calendrier est que tous les États membres ne seront pas prêts en même temps et qu'il y aura un certain nombre d'États membres dans l'UEM alors que d'autres resteront dehors pour un temps.

Trois attitudes sont possibles :

● Considérer que le démarrage de la monnaie unique, même avec un petit nombre d'États membres, avant les négociations d'élargissement, prime sur toute autre considération. C'est la logique de la géométrie variable, conçue comme une nouvelle version de la zone de libre échange. Mais la perspective d'une Europe unie et politique s'éloignerait. Nous ne voulons pas d'une UEM à quelques-uns, sans lien avec les autres pays, et sans perspective politique.

● Considérer que pour ne pas s'apparenter à une zone mark et préserver nos soldes commerciaux avec les pays du Sud, il est essentiel que l'Espagne, le Portugal et même l'Italie rentrent immédiatement dans le système. Cette logique privilégie les équilibres géographiques et politiques. Mais elle peut buter sur les réalités économiques et financières.

● Concilier d'emblée monnaie unique et processus politique, en acceptant qu'un premier groupe de pays réalise la monnaie unique, mais en veillant à ce que les autres pays de l'Union aient des liens stables avec la monnaie unique, sous la forme d'un véritable système monétaire européen, proscrivant les dévaluations compétitives. Cela permet d'associer tous les pays qui le souhaitent à l'UEM (sous la forme d'un SME) pour construire l'Europe politique.

C'est cette dernière solution qu'il faut encourager, car elle préserve la solidarité entre les États membres et permet d'inscrire l'UEM dans une perspective politique. **Il est toutefois clair que, pour nous, la logique de la monnaie unique est la généralisation aussi rapide que possible au plus grand nombre de pays possible. Cela suppose de stabiliser au maximum les rapports avec les pays hors UEM.**

■ ***Le gouvernement européen.***

C'est pour nous le point clé. L'Europe doit être gouvernée sur le plan politique comme sur le plan économique. A Maastricht, la France n'a obtenu que partiellement satisfaction (avec la définition politique du change externe). Mais à l'époque, nous n'avons pu convaincre nos partenaires d'aller plus loin vers l'instauration d'une autorité politique.

La question est aujourd'hui de nouveau posée.

L'union monétaire impose donc une réflexion approfondie sur le rôle des trois piliers d'une politiques macro-économique : la politique monétaire (au niveau de la Banque centrale européenne), la politique budgétaire et le rôle des partenaires sociaux.

Il faut en tout état de cause **mettre en place un cadre institutionnel, économiquement cohérent et politiquement acceptable** pour le fonctionnement de l'Union monétaire, **c'est-à-dire un gouvernement européen soumis à un contrôle démocratique face à la Banque centrale européenne,** et une définition précise des niveaux de compétence pour la conduite des politiques économiques. Dans ce contexte, il est nécessaire de moduler davantage les institutions de l'Union européenne, en distinguant les décisions qui sont prises à Quinze et celles qui sont prises entre les ministres des États membres appartenant au système de monnaie unique.

Des objectifs redéfinis, pour une Europe de l'emploi. Une Europe pilotée par un véritable gouvernement. Des politiques publiques orientées vers la croissance et la création d'emploi. Une monnaie unique facteur de stabilité et d'ancrage d'un nouveau système monétaire international. Telle est l'Europe que nous voulons, ni libérale ni résignée. **Ce sont les conditions de réussite que nous mettons, dans l'après-Maastricht, pour le tournant du siècle, à notre engagement européen.**

II.2.5 - Agir au niveau national est nécessaire et possible.

La définition d'une régulation mondiale et l'affirmation d'un projet politique pour l'Europe ne dispensent pas, bien au contraire, d'une action résolue au niveau national, d'un projet fort pour la France.

Agir au niveau national est nécessaire. Plus encore que ses partenaires, la France souffre de la dégradation actuelle du climat conjoncturel. Le gouvernement d'Alain Juppé, nommé par Jacques Chirac, porte une lourde responsabilité dans cette nouvelle aggravation du retard de croissance de notre pays. Après bien des tergiversations, et surtout après les mensonges éhontés de la campagne présidentielle, la stratégie de la droite reproduit la vision du gouvernement Balladur, activisme désordonné en sus : tout le mal viendrait des déficits et du coût du travail. Partant d'une analyse conjoncturelle et structurelle erronée -la France souffrirait encore d'une crise de l'offre et d'un excès du coût du travail, alors qu'elle pâtit d'une atonie de la consommation nourrie au premier chef par une politique déflationniste- le gouvernement Juppé déroute nos concitoyens par une avalanche de plans contradictoires et les écrase de prélèvements injustes. Les résultats obtenus sont préoccupants : la dynamique de la croissance est brisée, le blocage de la demande publique et privée ainsi que le matraquage fiscal inéquitable infligé aux ménages débouche sur la stagnation et l'enlisement dans le chômage de masse, le modèle social français est fragilisé.

Agir au niveau national est possible. Il convient en effet de clarifier les principes de répartition des compétences aux niveaux mondial, européen, français.

● **la France doit proposer des mécanismes de régulation mondiale,** et elle entend y participer avec sa singularité.

● **la politique monétaire et de change sera européenne.** Elle sera partagée entre la Banque centrale européenne (opérations de change, politique monétaire, moyens de paiement) et le gouvernement économique (politique de change externe, relations économiques et financières internationales, grandes orientations de politique économique, réaction aux chocs exogènes...).

● **l'Europe sera le champ de politiques intégrées à Quinze** (grands réseaux d'infrastructures, politique agricole commune, politique de la pêche, politique commerciale, aides d'État, contrôle des concentrations, surveillance multilatérale des politiques économiques...) ou de politiques conduites entre participants à la monnaie unique.

● **certaines politiques ressortiront de compétences partagées entre les États membres et l'Union.** Ainsi, la politique budgétaire aura deux volontés : un volet national, un volet européen (le budget communautaire) ; la politique de l'emploi relèvera pour l'essentiel de mesures nationales, mais aussi d'actions communautaires, qui ne se limiteront pas à la question des travailleurs migrants ; la fiscalité sera elle aussi surtout nationale, mais comprendra une dimension européenne ; les politiques d'aménagement du territoire et d'aide à la reconversion relèveront à la fois de

choix nationaux et de décisions communautaires.

● **la France a des faiblesses structurelles qu'elle doit combattre et dont il serait vain d'attendre la réponse de la seule Europe.** Nous devons nous y attaquer, qu'il s'agisse de la distribution des revenus qui se fait aujourd'hui au détriment des salaires, de la fiscalité et du financement de la protection sociale qui pénalise le travail et donc l'emploi, de l'inégalité forte des ressources entre les collectivités locales, de notre incapacité actuelle à garantir l'accès de tous aux services publics (droit à l'éducation, au logement, à la santé, à la sécurité) et de notre retard à ouvrir les pistes nouvelles pour l'emploi (nouveaux gisements d'emploi, réduction de la durée du travail…).

C'est en traitant ses propres problèmes, dont elle a la responsabilité, que la France sera plus forte pour défendre l'Europe politique et sociale que nous souhaitons car l'Union européenne doit se fixer des objectifs d'harmonisation par le haut, notamment en ce qui concerne la législation sociale et la diminution du temps de travail.

La France sait que c'est à travers l'Europe qu'elle pourra maîtriser son destin, affirmer son identité nationale, notamment à travers le rôle de l'État. A elle de redevenir un moteur de la construction européenne avec sa vision propre.

II.2.6 - Combler le déficit d'emploi et de croissance français.

Loin de la "politique unique" suivie par Messieurs Balladur puis Juppé, qui estime qu'aucune politique active de croissance n'est plus possible, et de l' "autre politique" qui fait l'impasse sur l'Europe, il convient de réhabiliter l'économie politique. Cela signifie, dans le respect des valeurs démocratiques, confronter l'imagination et l'ambition, agir avec efficacité et souci de justice, face à la logique des enchaînements mécaniques et des instruments économiques, en un mot face au laissez-faire.

Nous devons être porteurs de nos valeurs humanistes et socialistes, françaises et européennes, rassembler pour combattre l'idéologie du libéralisme extrême.

■ **L'emploi est la première préoccupation des Français. L'emploi doit être au cœur de la politique économique que nous voulons conduire.** Le principal objectif que nous poursuivons est le retour volontaire au plein-emploi, bien avant l'inversion de la courbe démographique en 2010.

■ **Le deuxième objectif est de combattre fortement les inégalités.** Pour les socialistes, cette question est primordiale. Historiquement, c'est la gauche, politique et syndicale, qui a promu les avancées sociales. Le modèle européen comporte lui-même des valeurs spécifiques fortement marquées par la pensée démocratique. Il nous faut, à cet égard, tirer lucidement les leçons de dix années d'expérience du pouvoir pendant lesquelles de grandes réformes sociales ont été réalisées, mais qui ont vu certaines inégalités s'accroître (la part des salaires dans la valeur ajoutée a ainsi reculé de 11 points au cours des quinze dernières années).

Ces objectifs dessinent les grandes lignes d'une politique économique et sociale de gauche pour la France : il s'agit d'augmenter la croissance potentielle de notre économie en utilisant et élargissant nos marges de manœuvre, et d'accroître substantiellement son contenu en emploi. Pour ce faire, les socialistes proposent cinq pistes, que nous approfondirons tout au long de cette année, notamment à travers la Convention sur la redistribution prévue au troisième trimestre.

1 - Une politique de création d'emploi. Celle-ci passera pour l'essentiel par trois grands moyens. **La réduction du temps du travail,** tout d'abord, est pour nous un projet de société essentiel : pour créer des centaines de milliers d'emplois, elle devra être massive, négociée par les partenaires sociaux, régulée et aidée par l'État, sans perte de salaires. Elle aura d'autant plus de chances de réussir qu'elle se fera à l'échelle européenne, à l'initiative des Partis socialistes et des syndicats de l'ensemble de l'Europe. Nous devrons aussi mettre en œuvre **de grands programmes pour l'emploi,** dans les domaines de la reconstruction des banlieues et du logement social, du développement des services de proximité, de la préservation des paysages et de l'environnement. **La relance concertée et nationale de la croissance** augmentera en outre la demande de travail. Mais nous savons qu'elle risque, en France, de ne mordre que sur le chômage des travailleurs qualifiés, que la dernière récession a créé. Le chômage des non-qualifiés et des jeunes risque d'y être relativement insensible. Ce problème structurel, il faut une réponse structurelle, visant à augmenter la demande de travail des non-qalifiés et à diminuer progressivement son offre. **L'éducation et la formation** joueront, ici comme ailleurs, un rôle central.

Objectif : faire chuter le chômage français.

2 - une politique monétaire favorable à la croissance. Cela suppose, dans la phase actuelle de dépression de la consommation, une injection de liquidités sous des formes appropriées. C'est, aux termes de la loi, le gouvernement qui fixe les grandes orientations de la politique de change. Il doit fixer la priorité : la réduction des taux, au minimum vers les taux allemands (environ 0,7% d'écart ou 70 points de base aujourd'hui sur les taux au jour le jour ; mais 40 points de base sur les taux à 10 ans). Nous savons aussi que l'objectif d'aller plus loin dans la baisse des taux n'existera qu'en concertation -et en rapport de force- avec les autres banques centrales européennes.

Objectif : remettre la monnaie au service de l'économie, non l'économie au service de la monnaie.

3 - Mener une politique de l'investissement plutôt que de l'endettement. Dans le cadre de l'UEM, deux marges de manœuvre doivent être utilisées et élargies.

● **Une politique budgétaire nationale permettant** la mise en place des politiques publiques nécessaires. Il s'agit d'améliorer l'efficacité de la dépense publique, en privilégiant des objectifs prioritaires : l'intelligence (l'éducation, la recherche, les autoroutes de l'information), les villes, le logement, le BTP, la création d'emplois peu qualifiés…

Objectif : mieux utiliser la dépense publique pour préparer l'avenir.

● **Faire aboutir l'initiative** de croissance européenne. Entre l'ambition initiale (150 Mds d'écus pour les autoroutes de l'information, 250 Mds d'écus pour les grands réseaux de transport et d'énergie) et la faiblesse des réalisations actuelles, il y a un vaste espace d'action.

Objectif : contribuer à la réalisation des grands programmes européens pour la croissance, la cohésion sociale et l'emploi, la mise en œuvre des infrastructures et des réseaux indispensables.

4 - Une relance salariale. Celle-ci est aujourd'hui possible, compte tenu de la situation financière de la plupart des entreprises, et nécessaire pour permettre le redémarrage de la consommation, et donc de l'investissement et de l'emploi. Nous sommes favorables à une hausse maîtrisée des salaires : à l'État de jouer, par une conférence des revenus, son rôle instituant avant une grande négociation sociale.

Objectif : redéfinir une politique des revenus pour favoriser la croissance et la justice sociale.

5 - Rééquilibrer la logique de marché. A côté des marchés, il y a place pour les activités économiques et sociales fondées sur la solidarité, la coopération, l'association, la mutualité, l'intérêt général, bref le service public. Dans cet esprit, des initiatives doivent être prises dans le domaine de la formation, de l'éducation, de l'organisation du travail, de la lutte contre les exclusions, de l'égalité d'accès aux droits fondamentaux d'accès aux consommations de base (se déplacer, communiquer) mais aussi le droit à la santé, à l'habitat, à la sécurité, à un environnement sain.

La satisfaction de ces besoins ne pourra jamais être satisfaite par la seule logique du marché. Or elle est essentielle à la construction et à la sauvegarde d'une adhésion sociale.

Objectif : un service public fort au service de la cohésion sociale.

Ces orientations ne prendront toute leur force que si la réforme sociale accompagne le volontarisme

économique. Nous savons ainsi qu'il faudra améliorer l'efficacité de l'Etat, celle des politiques de redistribution, renforcer le service public et **réformer en profondeur notre système de prélèvements obligatoires,** à partir du constat d'une France divisée en trois : les plus favorisés, le groupe intermédiaire -la majorité des salariés- qui se sent menacé par son environnement extérieur qu'il perçoit comme de plus en plus déstabilisant pour ses intérêts, les exclus. Il s'agira donc de viser une restructuration des prélèvements obligatoires dans le sens d'une vraie justice sociale, en arrêtant de privilégier le capital pour favoriser le travail, notamment non-qualifié, et de préserver une solidarité, aujourd'hui menacée, entre les générations.

Au cours des mois qui viennent, les socialistes approfondiront leur réflexion autour de ces axes de travail. **D'ores et déjà, nous voulons affirmer une volonté et un engagement pour notre pays** et proposer à nos concitoyens, après que le mouvement social en France a donné le premier signal d'un refus de masse d'une logique de régression, **un nouvel équilibre social et un nouveau contrat social.** Il s'agit pour nous d'un choix politique essentiel, refusant le modèle anglo-saxon pour affirmer un modèle européen et français : forts salaires, forte protection sociale, forte valeur ajoutée, reconquête de l'emploi.

II.2.7 - Assurer le développement économique, social et culturel de l'Outre-mer.

L'Europe a été très longtemps ressentie comme une menace pour les habitants de l'Outre-mer, négatrice de leur identité, plaquant les schémas abstraits et lointains sur des collectivités insulaires (exeption faite de la Guyane), remettant parfois en cause les protections indispensables à la survie des productions locales.

Le travail accompli, en particulier par la gauche, au cours de ces dix dernières années, a permis que l'Europe devienne un partenaire plus attentif des départements et territoires d'Outre-mer. Une annexe du traité de Maastricht consacre la reconnaissance de leur situation et de leurs besoins spécifiques en tant que régions ultra-périphériques. Elle doit être intégrée au traité (article 227-2).

Mais les peuples d'Outre-mer attendent de l'Europe davantage qu'une reconnaissance formelle. Il espèrent en particulier que les prochaines années feront franchir des étapes décisives pour le développement économique et social, la valorisation de l'identité et des cultures de cette "Europe tropicale".

Cela exige :

- la défense vigilente et active de la préférence communautaire pour les productions traditionnelles, une aide au développement des nouvelles productions agricoles (fleurs, fruits tropicaux, produits de contre-saison), des actions de modernisation de circuits économiques et d'aide à l'exportation sur le marché européen. La détermination se jugera notamment à sa défense de l'organisation commune du marché de la banane devant l'Organisation mondiale du commerce ;
- Le maintien d'une fiscalité adaptée à la protection des productions de l'artisanat et des industries locales, (dans le strict respect de la législation du travail) et la définition -négocier avec les élus locaux et les organisations professionnelles- de critères objectifs de rattrapage des retards de développement ;
- développer à partir des DOM-TOM, en accord avec leur population, la coopération avec les pays de l'environnement régional, notamment avec les pays ACP, en vue de favoriser le développement économique, la stabilité politique, la sécurité et la paix.

II.3 - Pour un contrat social européen

L'Europe sociale est pour nous une priorité. Elle ne peut pas -elle ne peut plus- être évoquée pour le principe. **Elle doit être précisée dans son contenu, dans ses méthodes, dans ses procédures, voire dans ses limites.**

L'Europe, en effet, ne doit pas servir d'alibi facile pour nous exempter de ce que nous n'aurions pas fait, hier, ni de paravent commode pour ne pas réfléchir à ce que nous pourrions faire, demain, au niveau national. Il est aussi dangereux pour la France de ne pas savoir partager sa souveraineté quand cela s'avère nécessaire que pour l'Europe de se voir attribuer des compétences qu'elle ne peut exercer. Or, et pour longtemps sans doute, le choix d'un système de santé, d'un mécanisme de retraite, d'une politique familiale ou de mesures de formation relèvera du niveau national, même si un espace européen d'échange et de discussion pourrait utilement éclore.

Affirmons-le cependant avec la plus grande force : pour nous, l'Europe doit contribuer à réduire les inégalités. L'Europe a une vocation, une mission et une fonction sociales. L'Europe doit être synonyme de progrès social sauf à être, tôt ou tard, légitimement rejetée par les peuples européens et notamment par les Français.

Affirmons-le également sans détour : jusqu'à présent, l'Europe n'avait pas grand contenu social. Sans doute, dès le traité de Rome, des objectifs sociaux généraux et généreux étaient-ils affirmés et, récemment encore, précisés dans le traité de Maastricht qui évoque par exemple l'objectif "d'un progrès économique et social équilibré et durable". Mais, lorsque l'on regarde les instruments, les compétences et, pire, les crédits correspondants à ces objectifs, on ne peut que déchanter, même si, là encore, des progrès ont été réalisés récemment.

En réalité, au-delà des fonds structurels qui assurent la solidarité entre les territoires, **les seules avancées datent de l'Acte unique et du traité de Maastricht.** L'Acte unique européen a marqué un changement d'orientation, encore modeste mais réel : il commence à rééquilibrer le Marché unique par des politiques communes visant à un plus grande cohésion économique et sociale. La France exerçant la présidence de la Communauté, François Mitterrand proposa fin 1989 l'adoption d'une "Charte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs". Onze États sur douze, c'est-à-dire tous sauf la Grande-Bretagne, l'adoptèrent en décembre 1989 à Strasbourg. Texte solennel, déclaration d'intention, la Charte fixe des principes d'action dans douze domaines. Le traité de Maastricht a permis de franchir une nouvelle étape. Malgré l'opposition du gouvernement conservateur britannique, un protocole social fut adopté entre onze États membres et annexé au Traité. Il a permis de débloquer certains dossiers en panne au Conseil depuis plusieurs années ou de conclure, pour la première fois, une convention collective entre partenaires sociaux. **Progrès incontestable** par rapport à la situation antérieure. **Progrès réels** si l'on examine les avancées concernant par exemple la sécurité des travailleurs -et notamment le travail sur "écran"-, l'égalité entre les hommes et les femmes, les comités d'entreprises européens ou l'accord sur le congé parental. **Mais progrès limités** malgré tout si l'on considère le temps perdu, les initiatives abandonnées, les résultats *a minima*.

Il nous appartient de fixer les combats de demain car l'Europe sociale ne s'imposera pas d'elle-même. Elle ne se fera qu'avec des objectifs clairs et une détermination sans faille.

Le premier combat sera celui des idées. Certains, parmi les pays plus pauvres de l'Union européenne, craignent qu'une politique sociale ne réduisent les avantages comparatifs dont ils entendent tirer parti pour profiter du marché intérieur. D'autres, parmi les pays les plus riches, redoutent de devoir fournir des efforts supplémentaires de solidarité. Tous, ou presque, cachent derrière l'invocation du respect de la diversité nationale leur absence de volonté politique. Le Parti des socialistes européens doit être le lieu privilégié du débat politique avec nos partenaires sociaux-démocrates pour convaincre largement de la nécessité de l'Europe sociale.

Le second combat sera celui des procédures. La situation actuelle ne peut plus être acceptée. Non, il n'est pas acceptable qu'un État membre -la Grande-Bretagne conservatrice- continue de refuser la ratification de la Charte sociale. Non, il n'est pas acceptable que cette Charte sociale

ne figure pas dans le cœur du traité mais seulement en annexe. Non, il n'est pas acceptable que l'unanimité soit requise pour toute harmonisation fiscale ou sociale ou environnementale quand une majorité qualifiée suffit pour faire progresser le marché unique. C'est pourquoi nous voulons nous donner les moyens d'agir, en avançant les propositions suivantes :

■ **Le vote à la majorité qualifiée doit être généralisé et pondéré afin de tenir compte de l'importance des pays, pour l'adoption des politiques communes,** en particulier la législation sociale, la fiscalité, la politique industrielle, mais aussi l'ensemble de la politique de la recherche et de l'environnement. **Chaque fois que le Conseil déciderait à la majorité qualifiée, le Parlement européen devrait se voir accorder un droit de codécision.**

■ **La fiscalité doit être mise au service de l'emploi.** Grâce au vote à la majorité, une partie des charges pesant sur le travail, en particulier non qualifié, pourrait être transférée sur d'autres facteurs de production : le capital (établissement d'une retenue fiscale harmonisée sur les revenus du capital qui permettrait également de lutter contre les fuites de capitaux) et sur l'énergie (taxe CO2/énergie, également protectrice de l'environnement).

■ **S'agissant du protocole social, nous proposons de mettre fin à l'exception britannique** et à toute demande d'exemption sociale ("Opting out"), afin que tous les États adhèrent au protocole social. Ce protocole doit en outre être pleinement intégré dans le Traité, son contenu révisé, clarifié et simplifié.

■ **La politique commerciale de l'Union européenne doit faire en sorte que soient sauvegardés notre protection sociale et notre droit du travail.** Nous devons consentir aux pays les plus pauvres le droit à des protections unilatérales. Mais la réciprocité doit être la règle avec les pays riches. Surtout, le commerce avec les pays émergents à bas salaires doit être organisé sur la base d'acords entre zones régionales : ces accords, en ce qui concerne les produits les plus sensibles, viseront à gérer sur une base mutuellement avantageuse les échanges avec ces zones.

Le troisième combat sera celui des méthodes et les nôtres tiennent en deux mots : progressivité et contrat. Progressivité, car la convergence sociale ne se fera par le haut que si les objectifs -par exemple pour le salaire minimum européen- sont suffisamment élevés en niveau pour les pays les plus riches et suffisamment étalés dans le temps pour les pays les plus pauvres. Cela suppose notamment de :

■ Renforcer le statut du **Comité permanent de l'emploi** et rendre sa consultation obligatoire sur les questions économiques et sociales ; avant toute proposition de la Commission et toute décision du Conseil, c'est là que s'exprimeront les partenaires sociaux.

■ **Reconnaître la place des services publics.** Le service public est dans notre pays un des éléments du pacte social. Selon des modalités différentes, les principes qui l'animent sont communs à l'ensemble des États membres et constituent l'une des bases du modèle de société européen. Or, depuis plusieurs années, la Commission développe sur cette question une vision réductrice et libérale à l'excès. La solution n'est pas uniquement dans l'inscription de la notion de service public dans la constitution française mais dans la ..."Constitution européenne".

Nous attendons donc de la prochaine CIG qu'elle affirme le droit du service public comme un élément fondamental au modèle de société européen et proposons que:

● **Le service public soit établi** comme une des règles fondamentales de l'Union à égalité avec le droit à la concurrence et la seule régulation par le marché.

● Le Conseil donne mandat à la Commission **de proposer les règles de ce que devra être un service public européen,** après concertation avec les forces sociales concernées.

Nous attendons aussi de la CIG qu'elle décide la mise en œuvre d'un Salaire minimum européen garanti. La définition des modalités de cette mise en œuvre devra être décidée au plus tard lors du passage à la monnaie unique. Ce minimum social sera le premier élément d'un bloc social européen ayant vocation à sauvegarder et à promouvoir le modèle européen.

C'est ici et maintenant, sur un choix de société rompant avec le "libre-échange roi", que doit être fondé le nouveau projet européen. Pour cela, l'Europe doit contenir la contrainte que certains aspects de la mondialisation font peser sur l'organisation sociale. On en connaît l'enjeu : refuser la suppression du salaire minimum et la privatisation du système de protection sociale, s'opposer au démantèlement des services publics et en défendre les principes d'égalité. **Ce projet européen doit donner lieu au sein du Parti socialiste français, puis au sein des partis socialistes européens, à un réel et profond débat sur l'organisation d'une nouvelle société à proposer au monde.**

Partons de la réalité -difficile- telle qu'elle est. Les partenaires -grands partis socialistes, social-démocrates, grandes organisations syndicales- auxquels nous nous adressons pour faire avancer, puis prévaloir la proposition du **Contrat social européen** ne sont pas prêts, le plus souvent, à s'engager dans cette voie.

La première exigence est donc de gagner la Gauche européenne à cette idée : pour cela, il faut commencer par une grande campagne d'opinion. Avant qu'elle serve à créer un rapport de force face aux autres partenaires sociaux, face aux tenants de la pensée unique, la fonction de notre campagne d'opinion est d'abord de rassembler les forces du travail, le salariat européen. Du coup, on mesure les contraintes du calendrier : cet immense travail de conviction, fondé sur le constat des effets dévastateurs de la mondialisation capitaliste, prendra du temps. Mais il n'y a pas de raccourci. Il faut en passer par là. C'est le premier temps de ce qui sera bien une grande bataille politique.

Pour donner ampleur au mouvement, l'acte d'impulsion pourrait être la tenue d'une **Convention européenne,** où les socialistes de tous les pays européens (et pas seulement quelques dirigeants) débattraient du ou des mêmes textes (services publics, précarité, législation du travail...), engageraient le dialogue avec les mouvements syndicaux, en un mot, donneraient un contenu véritable à la Charte sociale. L'Europe des travailleurs, l'Europe sociale prendrait déjà ainsi une première réalité.

Ainsi l'Europe pourra être un choix de société solidaire.

II.4 - Une puissance pour le XXIe siècle

II.4.1 - Pour une Europe de la culture.

Depuis longtemps, les Américains ont compris que l'investissement dans l'intelligence, la culture, la créativité était le premier des investissements économiques.

Non seulement l'innovation est source directe de production, de biens nouveaux, mais elle est en même temps porteuse d'un système de représentation et d'images que les Etats-Unis véhiculent à travers le monde entier. Un film, un jeu vidéo, une série télévisée induisent auprès des spectateurs des désirs de la consommation de biens industrialisés.

L'enjeu pour l'ensemble des nations du monde est donc à la fois culturel et économique. Sur le plan culturel, se joue le droit à l'identité, à la singularité et à l'originalité de chaque peuple. Un pays qui serait dépourvu de force d'invention artistique, intellectuelle, humaine ou technique deviendrait vite un pays sans âme et sans liberté d'être.

Sur le plan économique, l'analyse des composantes de la mondialisation montre qu'à la différence des marchandises et des capitaux aujourd'hui en libre circulation, le capital humain reste pour l'essentiel attaché à un pays ou à un autre. De la capacité à mettre en valeur cette richesse dépendra la vitalité économique d'une nation.

La France et l'Europe doivent centrer leurs efforts sur l'exploration des gisements, encore inconnus, de l'intelligence et de l'inventivité humaine.

En France, il nous faudra reprendre le chantier de l'éducation, renouer avec la priorité qui a été interrompue

en 1993 et imaginer sans doute des solutions nouvelles qui permettront de donner aux jeunes des chances supplémentaires de réussite individuelle et collective. Parmi les urgences des réformes à entreprendre devra figurer la rénovation des collèges et une nouvelle avancée du système universitaire. Il faudra aussi reprendre la marche en avant en faveur d'une politique culturelle audacieuse qui a été brisée depuis trois ans, tout comme la recherche scientifique.

L'Europe ne doit pas être absente de ce combat pour la créativité et la culture. Certes, des initiatives ont déjà été prises par les institutions européennes mais elles sont encore trop fragmentaires ou éparpillées.

Citons à titre d'exemple d'une politique nouvelle à entreprendre des projets qui pourraient avoir une certaine force de mobilisation : une agence européenne pour la création de programmes pour la télévision et les nouvelles technologies ; la réalisation de deux ou trois véritables universités européennes qui accueilleraient des professeurs et étudiants de différents pays et leur proposeraient un enseignement d'un type nouveau ; la généralisation de l'apprentissage de deux langues étrangères ; le jumelage systématique de chaque école avec une école d'un autre pays....

L'Europe doit mettre en place en priorité une grande politique de la science, de la recherche et de la technologie.

La science, la technique et la recherche ne doivent en effet pas être plaçées dans la dépendance des grands groupes financiers mondiaux. Leur autonomie doit être garantie. Il s'agit là d'un domaine où la puissance publique peut efficacement s'opposer à la mondialisation capitaliste.

En même temps que des politiques éducatives, scientifiques et culturelles nouvelles transformeraient notre continent en pôle intellectuel mondial et soutiendrait son développement économique, il permettrait l'émergence d'une authentique Europe des citoyens.

Seules en effet des relations humaines directes, notamment entre les jeunes européens, peuvent créer un sentiment réel et vivant d'appartenance commune à une même ère de civilisation.

II.4.2 - Mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune.

Le grand acquis de l'Europe de l'après-guerre est la paix du continent, après des siècles de combats sanglants, la réconciliation franco-allemande après trois guerres en moins d'un siècle. Le pari des pères fondateurs a été tenu, et c'est un succès immense. Mais l'Histoire ne s'arrête pas là : cette paix, il nous faut continuer à la garantir, et il nous faut apprendre à prévenir les crises susceptibles de secouer notre continent. **La grande faiblesse de l'Union actuelle est qu'elle n'a pas de politique étrangère propre : c'est une situation à laquelle nous ne saurions nous résigner.**

La chute du Mur de Berlin nous a permis de renouer des liens plus solides avec les pays d'Europe centrale et orientale. Ces nouvelles démocraties aspirent à entrer dans l'Union européenne. Mais au-delà même de cette dimension institutionnelle, rappelons que la Communauté est le premier donateur à ces pays, qui se développeront grâce à elle. Et pourtant, l'influence politique et culturelle des européens reste à construire : il ne faut pas se résigner à ce que cette partie intégrante de l'Europe passe sous influence nord-américaine !

L'Europe ne peut cependant pas se désengager vis-à-vis des pays du Sud, et notamment de ses plus proches voisins du bassin méditerranéen. Ceux-ci ont parfois l'impression de faire les frais des retrouvailles entre l'Europe occidentale et les ex-pays de l'Est. Ils craignent d'être marginalisés. Les écarts économiques et politiques entre les deux zones sont en outre une source importante d'instabilité régionale.

L'Europe doit avoir un message fort en direction des pays du pourtour méditerranéen en leur proposant non seulement une coopération économique mais surtout politique, culturelle et humanitaire.

En décembre dernier, la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone a jeté les premières bases d'un partenariat entre les deux zones, en prévoyant la réalisation d'une zone de libre-échange d'ici à 2010 et le triplement de l'aide communautaire en direction des Douze.

Les Quinze plus les Douze de la région pourraient rassembler leurs efforts au sein d'un "Helsinki du Sud" afin de fixer, par des engagements fermes et chiffrés, quelques règles et principes de base comme la reconnaissance mutuelle des frontières existantes, la nécessité de progresser vers la démocratie, la protection des droits de l'homme et de l'environnement.

Par ailleurs, les nations qui constituent l'Union européenne ont établi des liens avec les peuples de l'Afrique. Les évènements récents ont d'ailleurs montré que les interventions internationalisées qui relèvent de la politique spectacle n'apportent rien de bon à ces peuples et que l'absence d'une politique coordonnée au niveau européen n'a pas permis de résoudre les conflits qui se sont déclenchés. Ces peuples sont conduits à rechercher souvent par la violence et les affrontements éthniques une sortie de leur situation de pauvreté constatant qu'ils sont laissés pour compte face au progrès dont les retombées ne profitent qu'aux plus nantis.

Il est impératif de poursuivre la politique contractuelle entre l'Europe et les pays les moins favorisés initiée par la Convention de Lomé.

L'Europe doit se donner les moyens de montrer au monde qu'il peut exister une autre politique étrangère d'aide au développement.

L'identité des Européens se forgera aussi dans la conscience d'une grande ambition commune pour le vieux continent. La crise yougoslave a montré que l'Europe avait été impuissante face à l'enlisement du conflit. Assurément, les principes d'une politique de sécurité commune n'étaient pas alors définis. Mais on voit bien que l'accord de Dayton, dont il faut souhaiter qu'il parvienne à rétablir durablement la paix, est mis au crédit de la diplomatie américaine, alors même que les fondements en avaient été imaginés il y a plus de deux ans par les Européens, la France en particulier. Il est urgent que l'Union européenne affirme clairement sa volonté d'intervenir sur la scène internationale, pour y défendre ses intérêts ou y faire respecter ses valeurs ; il est urgent pour cela qu'elle se dote des moyens adaptés à la gestion des crises.

Nous savons bien que cette question est l'une des plus difficiles dans la construction européenne, car il s'agit d'associer dans une vision commune du monde et des intérêts de l'Union, des États qui, depuis des siècles, ont des manières différentes de concevoir leur rôle international. **On sait aussi que la politique commune pose la question de la défense européenne :** en devenant une puissance à part entière, l'Union européenne se donnera les moyens de se faire entendre et respecter, bien au-delà de ses seuls intérêts stratégiques.

Il est regrettable que le président de la République n'ait pas jugé utile d'éclairer les Français sur le sens de ce revirement majeur de notre diplomatie que constitue le rapprochement engagé par la France vis-à-vis de l'OTAN. Pour nous, il n'y a qu'un seul objectif, celle qui affirme la détermination de la France à s'engager dans la voie de la coopération avec les autres européens, pour favoriser enfin l'émergence d'une véritable politique de sécurité européenne. Il s'agit d'être plus actif que jamais : sinon, au lieu de s'affirmer comme une puissance militaire à part entière, l'Europe entraînée en cela par la France, se sera contentée d'abdiquer toute ambition propre pour devenir un satellite des États-Unis. Or c'est bien là le sens de la politique de Jacques Chirac, qui aura réussi à réintégrer la France dans l'OTAN, sans débats politiques, et sans contrepartie européenne pour l'UEO. Beau résultat en vérité !

Car depuis la fin de la guerre froide, rien n'a changé dans les rapports de force internes de l'alliance - celle-ci est certes nécessaire actuellement pour défendre l'Europe, mais sans volonté européenne, cet instrument de défense demeurera le moyen pour les États-Unis de maintenir leur hégémonie.

Comment avancer ? Quatre pistes nous paraissent pouvoir être suivies :

■ **Définir nos intérêts de sécurité communs.** Les États de l'Union sont confrontés à des risques nouveaux, qui menacent moins leurs intérêts vitaux que la stabilité de l'équilibre international. Les Européens ont l'occasion historique de pouvoir mettre sur pied des mécanismes de prévention et de gestion des crises. L'espoir en particulier des pays

d'Europe centrale et orientale, notamment ceux du Pacte de Visegrad (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie) ne doit pas être déçu.

Quelle banalité que d'avoir à souhaiter qu'enfin les États de l'Union s'engagent dans la mise à plat de leurs intérêts de sécurité ! Et pourtant, bien des questions restent à trancher, qui méritent une véritable négociation, comme celle du rôle que les Européens entendent accorder à la dissuasion nucléaire dans leur politique de Défense commune : ce n'est pas au détour d'un discours, pour mieux faire passer la pilule de la reprise des essais nucléaires par la France que se lancent de telles réflexions !

Comment les Européens perçoivent-ils le danger que fait peser sur le monde la prolifération des armements de destruction massive, en particulier nucléaires ? Comment analysent-ils l'avenir de la Russie ? Ces questions, et bien d'autres encore, méritent de faire l'objet d'une prise de position commune. **Pourquoi la France a-t-elle renoncé à l'idée d'un livre blanc sur la Défense européenne ?**

■ **Clarifier le processus de décision politique. Il ne faut plus permettre que s'installe la paralysie de toute action commune ; pour cela, il faut étendre le principe de la décision à la majorité qualifiée au domaine de la politique étrangère de sécurité.** Aucun État ne se trouvera contraint de s'engager dans une intervention à laquelle il ne souhaiterait pas participer ; mais au moins, il ne doit pas être à même d'en empêcher le déroulement.

■ **S'engager plus avant dans la voie d'une force d'intervention européenne :** il s'agit de permettre à l'Union de disposer des moyens de sa politique. L'objectif n'est évidemment pas de mettre en place une stratégie européenne d'intervention systématique. Mais que l'Union européenne, si elle estime de son intérêt d'agir, puisse disposer des moyens de le faire. Seul compte que les Européens puissent parler, décider et agir selon leur intérêt. La guerre du Golfe et celle d'ex-Yougoslavie ont montré la carence des Européens dans deux domaines clés : la projection des forces et le renseignement. Grâce à l'effort français, l'Europe pourra disposer dans un proche avenir d'une capacité satellitaire lui permettant de communiquer, de voir et d'écouter, lui donnant aussi les moyens de forger sa propre décision. Les politiques de coopération des programmes spatiaux doivent être poursuivies. De même, ce serait une erreur de ne pas poursuivre les programmes en coopération d'hélicoptères de transport (NH 90) et d'avions de transport futur (ATF) parce qu'ils donneront aux européens les moyens nécessaires pour projeter des forces.

■ **Dans ce contexte, il faut que les Européens puissent parler, décider et agir selon leur intérêt. L'harmonisation des politiques d'armement des principaux pays européens concernés :** au moment où le gouvernement semble renoncer à l'idée d'une stratégie européenne dans ce domaine clé, on constate que les États-Unis ne s'embarrassent pas de précautions pour restructurer un secteur majeur de leur économie : depuis la fin de la guerre du Golfe, ils se sont engagés dans une politique de fusion des entreprises, dans le domaine de l'aéronautique et des missiles notamment, qui leur permet de peser sur les marchés mondiaux et d'imposer à leurs partenaires commerciaux leurs choix stratégiques. Bill Clinton a même demandé aux services de renseignement américains de se consacrer aussi au renseignement économique.

Or l'Europe et la France représentent leurs véritables adversaires dans cette guerre économique. Les pays européens n'ont plus que deux choix : produire européen ou acheter américain. Il devient impératif dès lors de pousser à la constitution de grands groupes européens capables de rivaliser avec leurs concurrents d'outre-Atlantique. Il n'y aura pas de défense européenne sans industrie européenne de l'armement.

II. 5 - Pour une Europe politique

Les citoyens n'acceptent plus que l'Europe se construise à leur insu. Ils veulent comprendre ce qui est aujourd'hui trop souvent obscur. Ils veulent s'exprimer sur des choix qui les engagent. C'est pourquoi le renforcement de la démocratie n'est pas un slogan ni même seulement un objectif. C'est aussi une condition pour que l'Europe ait les moyens de ses ambitions. Il est donc nécessaire de formuler des propositions concrètes qui peuvent s'articuler autour de deux idées : **efficacité et transparence démocratique.**

L'efficacité n'est bien évidemment pas seulement une question institutionnelle. Mais elle est aussi une question institutionnelle et elle dépend principalement d'une réforme : **l'extension du vote à la majorité qualifiée.** Question procédurale ou secondaire ? Non, question politique et décisive, surtout pour les socialistes.

Un exemple ? La protection des salariés en cas de licenciement ou la représentation des salariés dans l'entreprise ne peuvent être renforcées qu'à l'unanimité. Encore une fois, la majorité qualifiée libérerait les énergies et il en serait de même dans le domaine de l'environnement ou de la recherche.

Dans une Europe à quinze, l'exigence de l'unanimité a trop souvent conduit à l'immobilisme. Dans une Europe à trente, elle ne serait que le synonyme de paralysie et, en définitive, de renoncement. L'extension du vote à la majorité qualifiée sera donc un test majeur pour le gouvernement français. Nous ferons preuve de la plus extrême vigilance.

Mais l'efficacité future de l'Union européenne ne s'arrête pas là. Elle appelle également d'autres **réformes,** notamment en ce qui concerne la **Commission européenne, dont le rôle actuel doit être reconsidéré.** La Commission est en effet un organisme sans légitimité démocratique, puisque ses membres sont nommés et non élus.

Plus efficace, la démocratie européenne doit aussi être plus **transparente.**

Cela suppose que le Parlement européen mais aussi les parlements nationaux, qui en ont la possibilité, contrôlent davantage l'exécutif européen -c'est-à-dire la Commission et le Conseil- et, par conséquent, que ses pouvoirs soient renforcés, ses procédures simplifiées et sa légitimité renforcée par un mode de scrutin favorisant à la fois un espace politique européen et un rapprochement entre les députés européens et les citoyens.

Cela suppose aussi des réformes symboliques comme, par exemple, l'ouverture au public des séances du Conseil lorsque celui-ci légifère.

Cela suppose également une clarification des institutions communautaires. Qui est qui ? Qui fait quoi ? A ces questions simples, l'opacité des procédures européennes engendrent trop souvent des réponses complexes. Aussi, après la Conférence intergouvernementale, **nous proposons que soit élaborée une véritable Constitution européenne, qui affirme les objectifs de l'Union et clarifie le rôle et les pouvoirs de ses instances, car l'Union européenne est une construction politique originale !**

Les socialistes demeurent favorables à la perspective fédérale. Il nous paraît aujourd'hui nécessaire et possible de la clarifier. C'est pourquoi nous souhaitons une **Fédération d'États-nations.** Fédération, car beaucoup de décisions y seront prises à la majorité, d'États-nations, car la fédération ne s'occupera que de ce qui est d'intérêt commun et devra préserver les identités de ses membres.

Il nous faut enfin dire quelle dimension nous souhaitons pour l'Europe. A cet égard, **l'élargissement futur de l'Union doit être un enrichissement et non un affaiblissement.** La décision politique d'ouvrir l'Union aux six pays d'Europe centrale et orientale et aux trois États baltes est prise. Les socialistes ne peuvent que s'en réjouir. Mais ils veulent que cet élargissement soit une réussite et un enrichissement mutuel. Il n'est donc pas question d'affaiblir à cette occasion la construction européenne, ou de la faire régresser à une simple zone de libre-échange en liquidant au passa-

ge les politiques communes comme le PAC ou les fonds structurels.

Pour cela, il faut une CIG solide et positive -et nous redoutons qu'elle ne le soit pas, faute notamment d'une vision propre de Jacques Chirac- notamment sur les questions institutionnelles ; une clarification des conditions de l'adhésion (en particulier sur l'acquis communautaire) avec les pays candidats et l'examen des conséquences budgétaires de l'élargissement. **Soyons clairs : un élargissement bâclé après une CIG insuffisante sonnerait le glas d'une Europe puissante et généreuse telle que nous la voulons.** C'est pourquoi nous serons particulièrement vigilants aux conditions de l'élargissement. Car la période qui s'ouvre peut être une zone de dangers comme une occasion de relance. Elle exige des acteurs la définition d'objectifs clairs et la détermination pour les atteindre.

La droite qui gouverne la France n'a pas montré qu'elle s'engageait dans cette voie, restant enfermée dans l'ambivalence, cantonnée dans la technique et, de fait, condamnée au suivisme. **Les socialistes disent au contraire ici leur volonté de poursuivre, autrement, une construction européenne ambitieuse et équilibrée.**

Le socialisme européen a renforcé sa cohérence interne au cours de la dernière décennie en se prononçant de manière unanime en faveur de l'approfondissement de la construction européenne. L'existence du Parti socialiste européen en témoigne. Mais le socialisme européen ne tire pas assez parti de sa force politique et de sa cohérence. Il apparaît trop sur la défensive et ne fait pas l'effort d'élaborer en commun un projet offensif et novateur. La cause européenne ne peut progresser dans les opinions que si l'enjeu politique est clair, que si des forces politiques identifiables proposent des avenirs distincts. Nous ne pourrons donc pas nous contenter de rencontres au sommet qui ne font pas dépasser au Parti socialiste européen la fonction d'un forum politique. **Les choix socialistes pour l'Europe demandent la construction d'un réel rapport de forces politique et social.** Nous avons donc besoin de réels congrès communs, préparés nationalement au même moment, d'un programme commun qui pense ensemble les problèmes économiques, sociaux, institutionnels, de manifestations communes qui touchent les opinions, peut-être de candidatures communes sur chacune des listes nationales aux élections européennes. Les socialistes français doivent prendre des initiatives, inviter les autres partis socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes à discuter au niveau militant d'un authentique projet politique européen. A la veille de l'ouverture de la Conférence intergouvernementale une telle initiative est indispensable.

Il nous faut au-delà du PSE, créer des passerelles avec les différents partis européens de gauche. Des propositions concrètes doivent contribuer à créer une véritable conscience de gauche européenne et, au-delà, une véritable citoyenneté européenne. Le rétablissement d'une citoyenneté pleine et entière passe par la réappropriation du débat européen par les citoyens. Cet immense chantier sera celui de la préparation de la convention européenne que nous voulons proposer aux partis de gauche européens.

Confrontés à la mondialisation, les socialistes demeurent plus que jamais favorables à la construction européenne. Pour autant, nous n'accepterons pas n'importe quelle forme pour celle-ci. **Nous voulons que l'Union européenne soit rééquilibrée** dans un sens beaucoup plus favorable aux femmes et aux hommes qui la composent. S'il n'y a pas à côté du moteur financier un moteur social à l'Europe, alors la seule monnaie sera le prétexte à une politique de rigueur sociale, à la compression de la dépense publique, au démantèlement du système de protection sociale et des services publics. **C'est pourquoi nous refusons l'Europe de la seule monnaie.**

Pour sauver le processus de la construction européenne, les socialistes doivent obtenir des preuves sociales. **Parmi ces preuves sociales** doivent notamment figurer les exigences suivantes :

- que tous les pays européens signent ensemble une charte sociale précisant les objectifs sociaux que se fixe l'Europe et précisant les modalités de l'organisation du dialogue social au niveau européen.
- la reconnaissance explicite, comme contrepoint au droit de la concurrence, de l'utilité d'un service public assurant à tous et à des conditions d'égalité l'accès à un certain nombre de biens et services fondamentaux.
- un calendrier de réalisation des structures politiques de coordination et de définition des politiques économiques et sociales au niveau européen.

Nous formulons notamment ces exigences en vue de la ratification du nouveau Traité qui devra suivre les conclusions de la Conférence intergouvernementale.

Conclusion

La refondation

Le Parti socialiste est engagé dans un vaste travail de refondation. Il a l'ambition de redonner du sens à une société qui ne sait plus bien où le trouver. Le monde change, la société française se transforme. Nous vivons le bouleversement de nos références, de nos horizons, de nos repères. Notre espace économique s'est brutalement étendu à l'échelle du monde, la construction de l'Europe nous ouvre de nouveaux horizons politiques, et nos histoires individuelles, à chacune et chacun, s'enracinent dans un univers de proximité : la famille, les amis, l'université, l'atelier, le bureau. Que ces lieux viennent à chanceler, et c'est le monde tout entier qui bascule.

Les socialistes doivent une revanche aux Français sur l'emploi et les inégalités. Nous avons la volonté de proposer à nos concitoyens une société plus juste, fondée sur un nouveau contrat social. Il s'agit pour nous d'un choix politique essentiel, qui refuse les principes du libéralisme, pour affirmer un modèle social français et européen, fondé sur la compétitivité dans la justice sociale, l'égalité et la solidarité.

Nous avons le projet d'une Europe puissante qui entre dans le XXIe siècle porteuse de ces valeurs universelles, tourne définitivement la page des drames sanglants de son passé et contribue à la stabilité des équilibres mondiaux. L'économie doit aussi servir des objectifs de paix et de solidarité internationale, qui étaient l'idéal des bâtisseurs de l'Europe.

Nous avons l'ambition de faire de la démocratie partagée un grand projet sans cesse réaffirmé pour la société française, qui permette à chacun de nos concitoyens de se reconnaître dans le projet de la France, de s'identifier à ses valeurs, ses espoirs, ses succès. Nous voulons que l'Europe soit fondée sur cet attachement démocratique, qui seul permet les grandes aventures collectives.

A tous les Français, nous voulons dire que l'éclatement social, le règne du marché, la montée des violences ne sont pas des fatalités. Nous voulons leur dire qu'ensemble, nous pouvons choisir notre avenir et non pas le subir, agir sur le monde et non pas le supporter.

Avec tous les Français, pour tous les Français, les socialistes veulent retrouver la voie de la confiance et de l'espérance.

Fondation Jean Jaurès

25.000 habitants
3e ville de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

RECRUTE CADRE A DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE.

RESPONSABLE DES SERVICES DES SPORTS, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

Missions :
- Assumer la direction générale des services des sports, de l'enfance et de la jeunesse ;
- Gérer le budget des services concernés et l'entretien du patrimoine ;
- Gestion du personnel ;
- Relation avec les acteurs locaux.

Profil :
- Personne motivée et disponible, apte à dynamiser cette direction ;
- Bonnes connaissances des secteurs de compétence ;
- Aptitude à la communication et au travail en équipe.

Avantages :
- Régime indemnitaire, 13e mois

Candidature à adresser à M. le Maire, avec lettre de motivation, CV et photo :
Hôtel de Ville, 181 route de Lyon, BP 19, 67401 ILLKIRCH CEDEX

Ville de
Hénin-Beaumont
Pas-de-Calais
27.000 habitants
recrute

Attaché Territorial
Responsable des services formation-sports-jeunesse

MISSIONS :
Il sera chargé de coordonner l'ensemble des activités ayant trait à la formation, aux sports et à la jeunesse.

PROFIL :
- Expérience appréciée ;
- Goût des contacts ;
- Aptitude à l'encadrement ;
- Rigueur de gestion ;
- Disponibilité.

Candidature avec CV détaillé et photo à :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville, rue Voltaire
BP 109
62252 HENIN-BEAUMONT CEDEX

Le 31 juillet 1914, Jean Jaurès était assassiné.

Pour commémorer sa mort et rénover l'image de ce grand tribun dont le message est plus que jamais d'actualité, la fédération du Tarn, sous l'égide des Cercles Augustin Malroux, a réalisé un film documentaire de 30 minutes. Dans ce film vous découvrirez des documents d'archives audiovisuelles du Musée de Castres, des interviews de ses derniers contemporains, etc.

Bulletin de commande :

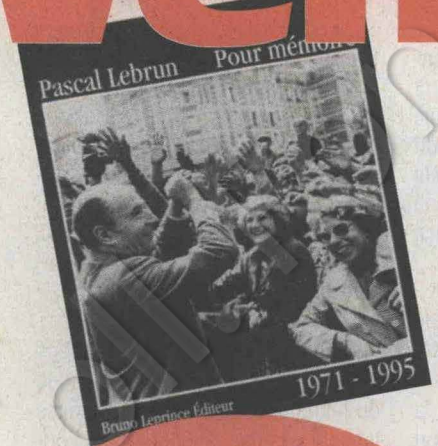
Nom : ..... **Prénom :** .....

Adresse : .....

.....

Prix de la cassette : 150 F.
Libellez votre chèque à l'ordre de : Cercles Augustin Malroux/Jaurès, 27 rue Henri Moissan 81000 ALBI."

Vendredi



Abonnement 1 an à Vendredi + "Pour mémoire" l'Album souvenir de Pascal Lebrun = 400 F

OFFRE SPÉCIALE
340 F

Dom-Tom/CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F - Abonnement seul : 280 F

279

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

- ☐ Mme
- ☐ Mlle
- ☐ M.

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Ville.....
Code postal.....
Signature :